

Croix-Rouge de Koulikoro : Pose de la première pierre du siège dans la Commune du Mandé

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 18 JUILLET 2022

1140

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Accord d'Alger

La CMA hausse le ton et menace



Sortie de la 44e promotion de l'EMIA : Le Col. Goïta invite les élèves-officiers à la loyauté



Robotique : L'équipe nationale de Robotique du Mali au firmament de l'Afrique



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

17 Juin
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1394

Nouveaux cas confirmés

02

Nouveaux guéris

01

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

538 364 Vaccinations incomplètes

1 444 558 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 200

Guéris

30 368

Décès

737

dont 19 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.16



P.20



P.27



/ Une /



Accord d'Alger : La CMA hausse le ton et menace

P.5

/ Brèves /



Primature : Le Premier Ministre en face des forces du changement

P.14

Primature : Le Pôle Politique du Consensus, promet de continuer à soutenir la Transition

P.14

Primature : Le comité stratégique du M5-RFP, reçu par le Premier Ministre

P.14

G5 SAHEL : Le Mali appelé à réintégrer l'organisation

P.15

Insécurité : Une attaque fait six morts à Zantiguila

P.15

Mali : La MINUSMA est prête à discuter avec l'État

P.16

/ Actualité /



Sortie de la 44e promotion de l'EMIA : Le Colonel Goïta invite les élèves-officiers à la loyauté

P.18

Croix-Rouge de Koulikoro : Pose de la première pierre du siège dans la Commune du Mandé

P.20

Robotique : L'équipe nationale de Robotique du Mali au firmament de l'Afrique

P.21

Pays dogon : Le bastion de la milice Dan Na Ambassagou était la capitale mondiale de l'astronomie

P.22

Centre de médecine du sport du mali : « Le fleuron escompté »

P.24

/ Politique /



De l'esprit des institutions, des lois et des règlements : Pour l'histoire !

P.26

Mohamed Amara, Sociologue : « Le Mali seul ne peut pas lutter contre le terrorisme »

P.29

/ Culture & société /



Guigne : Les victimes des superstitions

P.30

/ International /



Avec la chute des marchés : Les actionnaires minoritaires ne font plus de cadeaux

P.32

Guinée Conakry : Bernard Goumou réagit à sa nomination comme Premier ministre par intérim

P.32

/ Sport /



École publique de Badalabougou 2è Cycle : Yara Oïl offre des infrastructures sportives et d'adduction d'eau

P.33

Top 10 des footballeurs les mieux payés : Messi est 2e avec 1 113 000 euros par semaine, Salah 4e

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Accord d'Alger

La CMA hausse le ton et menace

Ils ont tous répondu présents à l'appel du Bureau Exécutif de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) ces 16 et 17 juillet 2022 pour une session « ordinaire » de leur mouvement : responsables des différentes structures politiques, militaires et coutumières venus de l'intérieur et de l'extérieur de « l'Azawad ». Bien sûr, comme s'il ne s'agissait que d'un mouvement non étatique, le Gouverneur de la Région de Kidal et « une forte délégation de la MINUSMA » occupaient les premières rangées.

La session, même avec des mots choisis, a été largement consacrée à un procès intenté aux autorités de la Transition, responsables directs ou indirects d'une « **une forte crise sécuritaire et humanitaire affectant un nombre important de populations des régions de Ménaka et de Gao avec risque d'extension vers d'autres localités, l'absence d'une réponse appropriée à cette situation dramatique, la flambée des prix des produits**

de première nécessité ».

A propos de l'enquête sur l'assassinat de feu Sidi Brahim Ould Sidatt, la CMA dit regretter et prendre acte de « l'absence d'une quelconque clarté sur une prétendue enquête annoncée par les autorités de transition ».

Et au regard de tous ces manquements, la CMA, qui au passage s'est doté d'un nouveau

président en exercice en l'occurrence Alghabass Ag Intalla qui succède à Bilal Ag Acherif, prescrit comme seule solution pour pallier les défis sécuritaires de manière durable « **la mise sur pied de l'Armée Reconstituée conformément à la lettre de l'Accord d'Alger** » met en garde et menace « **La session note avec inquiétude l'abandon de la mise en œuvre de l'Accord depuis l'avènement de la transition et se réserve le droit d'en tirer toutes les conséquences** ».

En encadré le Communiqué final de la Session Ordinaire de la Coordination des Mouvements de l'Azawad des 16 et 17 Juillet 2022.

■ Moctar Sow



COORDINATION DES MOUVEMENTS
DE L'AZAWAD (CMA)



تسسيقية الحركات الأزوادية
+٢٠٣ - 1 41.0721 451 .X21A

Bureau Exécutif

Communiqué final de la Session Ordinaire

Les 16 et 17 Juillet 2022, s'est tenue à Kidal une Session Ordinaire du Bureau Exécutif de la CMA, élargie aux responsables des différentes structures politiques, militaires et coutumières, sous la Présidence de M.Bilal Ag Acherif, Président en exercice.

Tenue dans un contexte particulier marqué par une forte crise sécuritaire et humanitaire affectant un nombre important de populations des régions de Ménaka et de Gao avec risque d'extension vers d'autres localités, la session a vu la participation effective des responsables politiques et militaires venus de l'intérieur et de l'extérieur de l'Azawad. L'ouverture de la session a enregistré, outre la présence des Présidents des Autorités Intérimaires des Régions de Kidal et de Gao, le Gouverneur de la Région de Kidal, d'une forte délégation de la MINUSMA, du Président de la société de Kidal et du Représentant de la Plateforme.

Le Président en exercice après avoir ouvert la Session par des prières et des hommages solennels à la mémoire de toutes les victimes des violences, a fait un aperçu général de la situation politico-sécuritaire et humanitaire qui prévaut. Dans son allocution d'ouverture le Président Bilal Ag Acherif a fait un état des lieux des activités réalisées, des obstacles ainsi que des défis auxquels la CMA a été confrontée.

La session s'est penchée sur les points d'ordre suivant:

1. l'évaluation globale de la situation socio-politique, sécuritaire et humanitaire ;
2. la réorganisation et la consolidation de l'unité au sein de la CMA ;
3. enquête sur l'assassinat de feu Sidi Brahim Ould Sidatt en Avril 2021 à Bamako ;
4. réconciliation et cohésion sociale
5. l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du Processus d'Alger.

Après des débats francs et fructueux autour des points inscrits à son ordre du jour, la Session a relevé un certain nombre de constats et pris des décisions.

Au titre de la situation socio-politique, sécuritaire et humanitaire

La session suit avec inquiétude la dégradation continue de la situation socio-politique du pays.

La session :

- condamne avec la dernière rigueur toutes les formes de violences et de terreurs exercées sur la population civiles y compris les violations du droit de l'Homme et du droit international humanitaire dans les régions de Ménaka et Gao ;
- déplore l'absence d'une réponse appropriée à cette situation dramatique ;
- tout en remerciant les partenaires et les organisations humanitaires pour les efforts consentis, la Session les appelle à plus de mobilisation pour atténuer la souffrance des populations victimes ;
- salue l'élan de solidarité de l'ensemble des communautés d'accueil des déplacés ;

- s'inquiète de la flambée des prix des produits de première nécessité et appelle les acteurs du commerce à prendre des mesures appropriées pour une meilleure régulation des marchés ;
- invite l'ensemble des acteurs intervenant dans le secteur de la sécurité à mettre en synergie leurs efforts pour sécuriser et protéger les populations ainsi que leurs biens et à cesser tout acte d'amalgame ;
- rappelle que seule la mise sur pied de l'Armée Reconstituée conformément à la lettre de l'APR permettra de palier aux défis sécuritaires de manière durable ;

Au titre de l'enquête sur l'assassinat de feu Sidi Brahim Ould Sidatt

La session regrette et prend acte de l'absence d'une quelconque clarté sur une prétendue enquête annoncée par les autorités de transition.

Au titre de la réorganisation et de la consolidation de l'unité au sein de la CMA

Les participants à la session se sont accordés sur la concrétisation de la fusion des Mouvements membres de la CMA dans le plus bref délai. A cet effet, ils demandent l'inscription de la fusion au titre d'axe prioritaire du mandat du Président entrant.

La session invite tous les Mouvements de l'Azawad à se joindre à cette dynamique.

Au titre de la réconciliation et de la cohésion sociale

La Session :

- se félicite de résultats atteints à travers le CSP dans le cadre du renforcement de la cohésion sociale et de règlement de différends locaux ;
- encourage à multiplier les efforts enclenchés dans cette dynamique ;
- réitère son attachement aux différents engagements pris avec la Plateforme, notamment à Adjelhoc et Anefif.

Au titre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu de Processus d'Alger

La session note avec inquiétude l'abandon de la mise en œuvre de l'Accord depuis l'avènement de la transition et se réserve le droit d'en tirer toutes les conséquences.

Conformément à la Charte la CMA, s'est effectuée la cérémonie solennelle de passation de service entre le Président sortant M. Bilal Ag Acherif et le Président entrant M. Alghabass Ag Intalla.

La session

Kidal, le 17 Juillet 2022

Mali Actu



Deux gendarmes, un policier et trois civils ont péri dans cette attaque meurtrière. Six personnes ont trouvé la mort au Mali, dont deux gendarmes et un policier dans une attaque contre le poste de sécurité de Zantiguila situé à 50 km de la capitale malienne Bamako dans la région de Dioïla sur la route de Ségou (RN6) dans la nuit du 14 au 15 juillet courant, a annoncé vendredi soir, le ministre malien de la Sécurité et de la Protection civile, le général de brigade Daoud Aly Mohammedine.



Souleymane Diawara



L'histoire du Léopard dans la tradition KONGO "Ngo" est un nom kikongo qui signifie léopard et qui a donné naissance au nom du royaume KONGO (royaume du Léopard) qui est devenu en ces temps modernes CONGO. Central dans l'Histoire du pays comme dans la vie des congolais, le léopard représente pour beaucoup bien plus qu'un simple emblème et qu'un symbole national.

L'étymologie de "Kongo" signifie "allié de léopard", expression tirée de "Ko-ngo".

Il en découle même le mythe du chef léopard, le protecteur du royaume selon lequel en cas de graves dangers, les populations accouraient vers lui pour trouver refuge. "Tuele ku Ngo", disaient-ils (traduisez "Nous allons chez le léopard", en langue Kikongo). C'est donc la phrase raccourcie "ku Ngo" qui aurait donné naissance à Kongo.

Considéré depuis la nuit des temps comme un animal rusé, sa belle peau qui fait toujours rêver est sacrée dans la tradition bantoue. La toque de léopard coiffe la tête des chefs coutumiers en guise de couronne. Cette symbolique est solidement ancrée dans le subconscient des bantous.

Au Kasai, les grands chefs sont appelés "mukalenga wa nkashama" qui veut dire "mère-léopard" ou "du ventre de léopard". Et chez les Otetela, le chef reçoit le jour de son investiture plusieurs insignes en rapport étroit avec l'animal sacré soit deux peaux de léopard, un bonnet en peau de léopard, un collier fait de dent de léopard et une lance, le tout pour légitimer son autorité.

La coiffe à peau de la panthera pardus (léopard) a toujours été dans

la société bantoue l'un des symboles matériels les plus importants et les plus solennels du pouvoir traditionnel légué par les ancêtres défunts.



Malick Konate



Hivernage à Bamako : les maraichers qui souffrent

Sinaly Traoré et Tiémoko Diarra sont maraichers à la rive droite de Bamako. Ne menant aucune activité en dehors du maraichage, ils cultivent plusieurs plantes comme salade, choux, céleris, carottes. Pendant l'hivernage, ils souffrent de l'eau de pluies qui ravage par moment toutes les plantes. Une situation très préoccupante pour ces chers de famille.



Housseini Amion Guindo Poulo



SOUTIEN DE LA JEUNESSE À MON PROJET POUR LE MALI

Dans la dynamique d'un retour à l'ordre constitutionnel enclenché, j'ai reçu hier après-midi au siège de notre Parti, le Mouvement Poulo Fô Koulouba Vision 2022.

Ce groupe de jeunes qui a librement adhéré à mon projet pour le Mali était venu me faire part de la reprise de leurs activités en prélude aux échéances annoncées par les autorités de la transition.

Après un tour d'horizon sur les enjeux, les défis et l'importance de créer les conditions d'un nouveau départ dans le cadre d'un tournant générationnel politique accompli, j'ai été très impressionné par leur

maîtrise de la situation sociopolitique de notre pays. Une jeunesse consciente et désintéressée, constitue pour nous un début de solution au dénominateur commun de nos crises. Il est donc de notre devoir d'appuyer et d'accompagner toutes les initiatives qui vont dans ce sens, sans aucune considération partisane. Nous resterons toujours disponibles pour la jeunesse malienne dans sa diversité dont nous sommes l'un des produits. Merci au Mouvement Poulo Fô Koulouba Vision 2022 pour la confiance et le soutien, nous restons ouverts sans protocole à tous les autres pour partager notre vision pour le Mali, notre patrimoine commun. #HAG



■ KONATE Malick



« Nous avons fait la révolution, le parachèvement, la rectification et il reste le redressement qui se fera avec l'ensemble du peuple malien. Ce redressement ne se fera pas avec un individu ou groupe d'individus, mais avec tout le peuple malien. » a déclaré Imam Mahmoud Dicko



■ Livres AU Sénégal

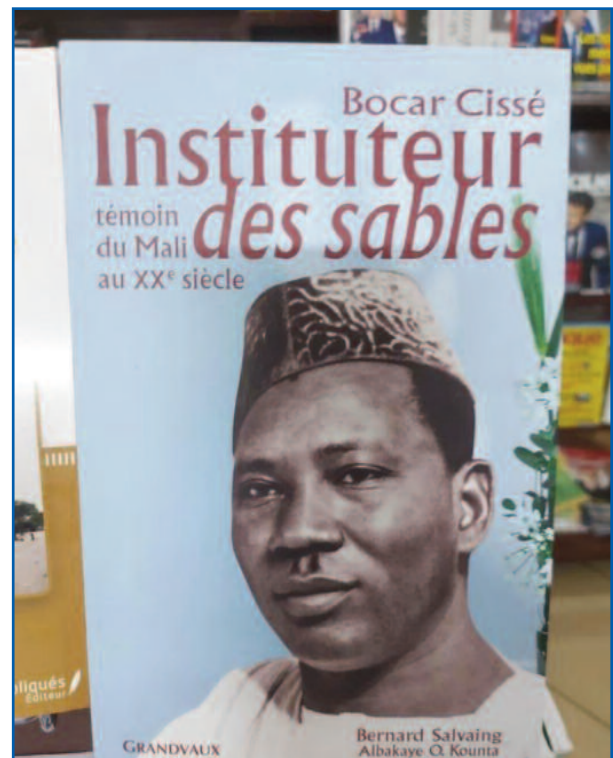


Ce livre est rare. Il présente, d'une manière alerte et vivante, les témoignages de Bocar Cissé sur l'école coranique, l'école française, l'École normale d'instituteurs William Ponty au Sénégal, la vie au front des travailleurs sénégalais, les écoles de brousse, l'engagement des instituteurs dans le nationalisme africain.

Une telle somme est d'autant plus précieuse que les personnalités de la génération de Bocar Cissé ont eu une existence d'une profondeur historique unique : leur enfance a été bercée du souvenir encore présent de la vieille Afrique. Elles ont connu également la période coloniale, la période des indépendances et l'irruption du monde moderne.

Éducateur né, Bocar Cissé a tenu une place dans la construction du Mali, comme instituteur, comme père d'enfants dont certains jouent aujourd'hui des rôles de premier plan, puis comme chercheur à l'Institut des sciences humaines.

Un témoignage capital pour comprendre le Mali contemporain.



■ La grande révolution / Mouskezar Média

« Parlons un peu de la plus ancienne culture sur terre : les San. Le peuple San (également anciennement appelé Bushmen) est membre de différentes cultures de langue Khoe, Tuu ou Kx'a. Ce sont les premières cultures connues en Afrique du Sud, couvrant des territoires comme la Namibie, l'Angola, le Lesotho, le Botswana, le Zimbabwe et la Zambie. Les San font partie des cultures les plus anciennes de la Terre et sont considérés comme les plus anciens ancêtres humains, des tests ADN prouvant qu'ils sont les descendants directs des premiers Homo sapiens. Bien qu'ils n'aient pas de chef officiel, ils prennent des décisions en groupe où les hommes et les femmes sont égaux. On peut remonter leur existence depuis la dernière glaciation qu'à connu la terre 800.000 ans. Où toutes les populations de la terre



était envahies par l'eau-et seule c'est en Afrique du Sud que ce petit groupe était resté pour enfin participer à un nouveau peuplade de la terre. ».

Source : African Culture Community

Retrouvez une fréquence rapide de nos publications sur Mouskezar Le Negus Panafricain 2



■ Financial Afrik



(1 USD = 10,42 MAD) La Bank Of Africa (BOA) BMCE Group S.A, membre du groupe bancaire BMCE, allouera à ses actionnaires à partir du 25 juillet 2022, au titre de l'exercice 2021, un dividende global brut de 822,426 millions de dirhams (79 millions de dollars), ont annoncé les dirigeants de cet établissement bancaire basé à Casablanca. Cette annonce fait suite à l'Assemblée Générale Mixte (AGM)



Les dettes explosent sous les tropiques en témoignage des délices de Capoue. L'inflation atteint le taux record de 30 % au Ghana, pays considéré il n'y a pas longtemps par les anti-FCFA comme la Mecque du développement endogène mais aujourd'hui en phase de renflouement.



■ Issa Kaba



Alassane Tangara un ancien soutien du régime IBK membre fondateur de plusieurs organisations de défense du régime IBK (An sonna, Boua Ta bla ,CFR et MP4)à été arrêté et placé sous mandat ce vendredi,il serait auteur d'injures et outrage à l'encontre du chef de l'État et des institutions de la transition. Affaire à suivre donc...



■ SEGOU MEDIA



Les soldats éthiopiens avec leurs lions de guerre dans les années 1800. Ils partaient en guerre avec leurs lions , leurs guepards , leurs insectes de guerre comme certaines abeilles venimeuses...Voilà la raison pour laquelle ce sont les seuls noirs du continent Africain qui n'ont jamais été colonisés. Meme la puissante reine d'Angleterre s'était courbée pour saluer la royauté éthiopienne. Ce sont des noirs honorablement heureux .
SD



■ Les vérités sur les aigles du Mali

COUPE DU MONDE U17 FILLES EN HONGRIE

ÉGYPTE. . 44

MALI. 58

Après tout ça y'a quelqu'un qui soutien ce fameux FMBA



■ ONU Femmes Mali

Notre profil du jour est Djeneba Fifi Thienta, Journaliste et présentatrice TV

Djénéba FIFI Thienta Boehler a débuté l'animation radio dès son plus jeune âge. Elle animait une émission de cuisine à la radio Canal 2000 en 1999, l'année de son baccalauréat.

Titulaire d'une Licence en Journalisme, Fifi Thienta a également fait des études de Marketing. Elle anime plusieurs émissions, à Africable



télévisions puis à l'ORTM, télévision nationale du Mali, où elle est employée actuellement en tant que journaliste présentatrice reporter. Depuis 2017, elle présente les éditions du journal en Français et en Anglais. Elle est titulaire d'une "Maîtrise en Anglais", obtenu à la Faculté des Langues Arts et Sciences Humaines de Bamako.

En 2020, elle initie l'émission « #Reinesd'Afrique » sur l'ORTM1. « Ce magazine sur la femme Africaine a pour objectif de reconnaître la femme africaine comme une élite, servant d'exemple par sa richesse culturelle, sa diversité, la valeur de sa personnalité et ayant vocation à entraîner la jeunesse féminine africaine à entreprendre pour l'avenir du continent et rehausser l'image de la femme Africaine dans tous les domaines d'activités », commente-t-elle.

Djeneba Fifi Thienta est actuellement chargée de mission "communication" au ministère de l'Artisanat, de la Culture de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, dirigé par le ministre Andogoly Guindo.

Passionnée par la #culture, Fifi est également actrice de cinéma. Elle joue son premier rôle en 2004 puis enchaîne les apparitions cinématographiques. En 2008, elle joue des rôles dans plusieurs films dont « Fanta fanga » de Gaoussou Drabo un film qui porte sur la « sensibilisation contre l'extermination des albinos », selon ses explications.

Fifi Thienta se bat pour un avenir égalitaire entre #homme et #femme. En 2018, elle initie le projet « Monsieur Mali », un concours d'Veuil et de citoyenneté des jeunes hommes âgés de 18 à 35 ans. Pour Fifi, parlant de la place des femmes dans les media, « Dans un pays comme le Mali où la parité n'est pas respectée, s'imposer dans les médias devient un devoir. Notre place dans les médias, on ne nous la donne pas, on la prend ».

Djénéba Fifi Thienta obtient en 2021, le trophée « meilleure femme de Média » octroyé par l'Agence Service + au Mali.

#generationEgalité

#Mali

#journalisme



TF1 Info



Plus de 10.500 hectares de végétation ont déjà été ravagés en Gironde, où les pompiers luttent contre deux incendies depuis mardi.



AGETIC



Invitée, l'AGETIC était présente au lancement de la Coupe ORTM, ce samedi, 16 Juillet 2022, au Stade Mamadou KONATÉ.



Serge Daniel



#Burkina Faso/Exclusif/ D'après mes informations, découverte par les fins limiers au Burkina d'une mystérieuse et clandestine piste d'atterrissage pour avions .Les enquêtes sont en cours. Lire détails croustillants dans le numéro de La Lettre confidentielle du Mali (LLCM)du 17/07

#Mali-Police-Décès/. Le Directeur de la police judiciaire du Mali, Joseph Doumbia a été retrouvé mort ce 16/07/ dans son bureau à Ba-

mako. J'ai connu l'homme. La police technique et scientifique parle de " mort naturelle" . Elle affirme n'avoir découvert aucune "aucune anomalie".

Burkina Faso-Côte d'Ivoire / D'après mes informations,Yéro Boly, Ministre d'Etat chargé de la cohésion sociale et de la réconciliation nationale du Burkina Faso,est arrivé ce 17/07/ à Abidjan. Il est porteur d'un message du Colonel Damiba au Président Ivoirien Alassane Ouattara

Larmes des pauvres™



#BurkinaFaso l' #EI diffuse des images de re-conversion des membres du #JNIM dans sa filiale #Sahél-ienne #EIGS. Ce changement de camp est survenu dans le courant du premier se



SY Ousmane



Au Sahel, les communautés locales ont entamé leur réveil. Il peut être chaotique et violent si ce n'est pas compris et accompagné. Qu'il accepte ou pas, le glas de l'Etat centralisé, paternaliste, autoritaire, piller et méprisant a sonné. Il s'adapte ou il disparaît.

Tweet



Moussa Sey Diallo
@MackeD223

Pdt 11ans le Sahel n'a pas pu réunir 1,50 Mrd pour sa sécurité. Pourtant en quelques mois 65Mrds ont été mobilisés pour l'Ukraine. Alors continuons tjrs à nous diviser, à nous invectiver, jusqu'au jour ou l'on se réveillera dans la récolonisation. L'Asie a compris, elle est libre

11:31 · 17 juil. 22 · Twitter for Android



Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière
 d'**INGÉNIEURIE** et de **MANAGER**

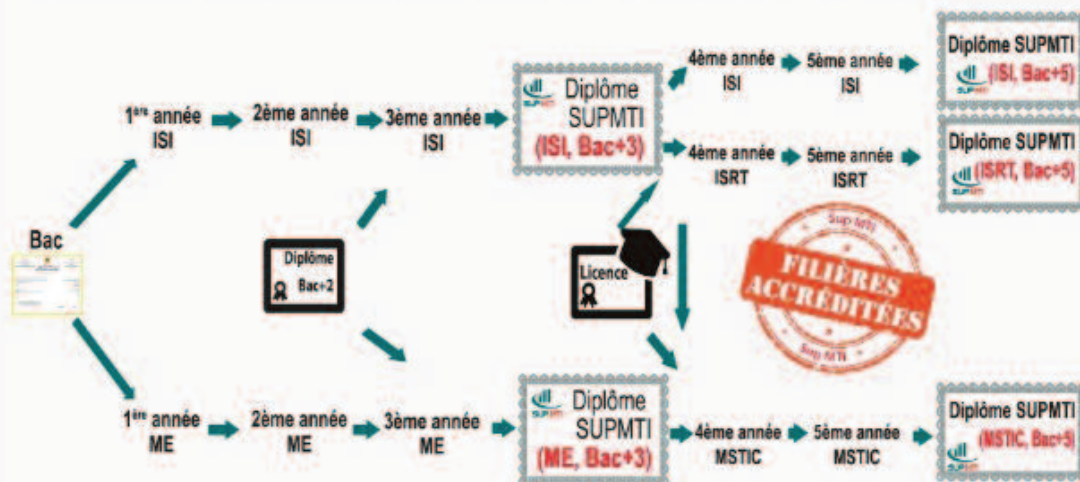
ÉCOLE DE MANAGEMENT

- Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

ÉCOLE D'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS

- Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE
 PAR LA FORCE
 DU GROUPE
 DES ÉCOLES
SUP MTI



Diplômes Bac+3 et Bac+5

Partenaires :



Certificats
 Internationaux :



Nationalités des étudiants de **SUP MTI Béni Mellal**



SUP MTI BENI MELLAL

Contacteur au Mali

Boulevard Hassan II,
 Quartier Al Adarissa
 (au-dessus du café voltaire)
 (+212) 612 993 056
 (+212) 5 23 42 22 33/34
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma
 @supmtibm
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10
 +223 698883 05/82017575
 mdoumbia1@yahoo.fr

Primature : Le Premier Ministre en face des forces du changement



Le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga a, successivement, reçu, le vendredi 15 juillet 2022, des délégations de l'Alliance pour la Refondation (AR) et de la Coordination des Associations, Mouvements, Plateformes, Syndicats libres et indépendants. Le Président de l'AR, M. Modibo Kadjoké, a félicité le Premier ministre pour son leadership dans la conduite des affaires du gouvernement et au comité stratégique du M5-RFP. Il dira que l'Alliance pour la Refondation se reconnaît dans les actions menées par les Autorités de la Transition. La refondation est en marche a-t-il déclaré. « La Refondation ne peut pas se faire en deux ans, nous devons faire tout pour être là après la Transition, c'est comme ça que nous pourrions continuer la Refondation » a affirmé M. Kadjoké. Le Président de la Coordination des Associations, Mouvements, Plateformes, Syndicats libres et indépendants, Tahirou Dicko, a quant à lui lancé un appel à l'union autour des Autorités de la Transition pour la réussite des réformes en cours. Cette coordination est composée de plus de 203 associations, mouvements, plateformes et syndicats. Tous ont réaffirmé leur soutien aux autorités de la transition. Choguel Kokalla, a remercié ses hôtes pour leur engagement pour la réussite de la Transition. Il n'a manqué de rappeler leurs rôles combien déterminant pour le changement et le processus de Refondation du Mali Kura. Le Premier ministre, a appelé les forces du changement à s'organiser pour gagner les futures élections à venir ; seule voie pour la réussite du processus de la Refondation en cours.

CCRP /Primature

Primature : Le comité stratégique du M5-RFP, reçu par le Premier Ministre

Le Premier ministre a reçu le jeudi 14 juillet 2022, le Comité Stratégique du M5-RFP, élargi aux femmes, aux jeunes, et une délégation venue de Sikasso. Le chef de l'administration, Choguel Kokalla Maïga, a tenu à informer les membres de la situation survenue le 10 juillet 2022 relative à l'arrestation de 49 ivoiriens. Le Premier Ministre se veut clair sur la question. Le Mali veut la paix avec tous les pays du monde en particulier ses voisins. Pour autant, a-t-il ajouté, les orientations du Président de la Transition dans cette af-

Primature : Le Pôle Politique du Consensus, promet de continuer à soutenir la Transition



Le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga, a reçu, le jeudi 14 juillet 2022, une délégation du Pôle Politique du Consensus (PPC), conduite par son Président M. Jeamille Bittar. M. Bittar, a rassuré le Chef du Gouvernement, quant au soutien de son mouvement. « Nous sommes comptables de la gestion de cette Transition ; même si nous ne sommes pas directement impliqués dans la gestion des affaires publiques a-t-il déclaré. Le Président du PPC, a affirmé qu'il faut revoir la situation du Mali quant à sa place dans les organisations et même au niveau de la francophonie car beaucoup d'États rejoignent le Commonwealth a-t-il rappelé. Enfin, M. Bittar, a demandé au Premier ministre le renforcement du contrôle au niveau de l'administration afin de lutter contre les retards et l'absentéisme. « Votre mouvement fait partie des principaux acteurs du Changement, vous faites partis des soutiens les plus sûrs de la Transition », leur a affirmé le Premier ministre. Choguel Kokalla, a rappelé à ses hôtes que le Peuple et Dieu sont derrière la Transition, « nous n'avons peur en tant que dirigeants que du Peuple et de Dieu et ils sont derrière cette Transition » a-t-il déclaré.

CCRP/Primature



faire sont tout aussi claires et le Colonel Assimi GOÏTA l'a fait savoir à tous ses interlocuteurs : " notre souveraineté n'est pas négociable". Il s'agit ici pour vous de comprendre ce qui s'est réellement passé. Nous n'entendons plus fermer les yeux sur des pratiques aussi vieilles soient-elles, qui ne reposent pas sur des principes légaux, approuvés par le gouvernement du Mali, a estimé le Premier Ministre. Notre sécurité est notre priorité, a-t-il conclu.

CCRP /Primature

G5 SAHEL : Le Mali appelé à réintégrer l'organisation



Le président de la République du Niger Mohamed Bazoum a effectué une visite officielle au Tchad, du 12 au 13 juillet 2022. Au cœur des discussions entre le président de la transition du Tchad, Mahamat Idriss Deby et le chef d'État nigérien, des questions économiques et sécuritaires. Le président nigérien, attaché à la pérennité du G5 Sahel est venu chercher un consensus pour la présidence du mécanisme conjoint de lutte contre le terrorisme.

Avec le retrait du Mali du G5-Sahel, la question de la sécurité des pays du Sahel est de premier ordre au vu de la recrudescence des attaques dans la sous-région. Attaché à la pérennité du G5 Sahel, le Président Mohamed Bazoum est allé au Tchad chercher un consensus pour la présidence du mécanisme conjoint de lutte contre le terrorisme.

Notre proximité et notre voisinage commandent que nous travaillions à promouvoir une coopération la plus bénéfique possible entre nous. D'où le sens de ce que nous venons de réaliser à travers la route à la frontière Est du Niger reliée à N'Djaména.

Mohamed Bazoum, Président de la République Niger

Au sortir de cette rencontre, le Tchad et le Niger ont appelé le Mali à réintégrer la Force Conjointe du G5 Sahel. Le Président nigérien a insisté sur la nécessité de coordonner l'action dans la lutte contre le terrorisme, mais également de favoriser l'intégration économique ainsi que les missions du G5 Sahel. Nous avons avec la force multinationale, nous avons fait plusieurs missions ces derniers mois pour éliminer ces terroristes je crois que la dernière mission de la force conjointe a été très bien menée a eu des résultats très positifs.

Mahamat Idriss Deby, Président de la République Tchad

Le président du Niger, Mohamed Bazoum, et Le président de la transition au Tchad, le général Mahamat Idriss Deby, se sont entretenus à N'Djaména, non seulement sur l'urgence sécuritaire au Sahel entre l'engagement tchadien dans le fuseau central et dans la lutte contre Boko Haram, mais aussi sur les questions économiques pour les deux pays producteurs de pétrole ainsi que les perspectives dans le bassin du Lac Tchad. La visite de deux jours du président nigérien s'est achevée le 13 juillet.

Africa 24

Insécurité : Une attaque fait six morts à Zantiguila



Des hommes armés non identifiés ont attaqué dans la nuit de jeudi à vendredi le poste de Zantiguila, à 70 kilomètres de Bamako. Six personnes ont été tuées, deux blessés, et un rescapé. Les assaillants ont emporté des biens, selon des sources locales.

Il s'agissait de six assaillants, tous enturbannés, à attaquer le poste de Zantiguila, situé sur la route de Ségou. Ils sont venus surprendre les agents dans les bureaux et leur ont tiré à bout portant, expliquent des autorités sur place.

En commettant leurs forfaits, les tireurs scandaient « Allah Akbar » selon des témoignages. Dans leur fuite, ils auraient emporté de l'argent, des documents, ainsi que du matériel de travail.

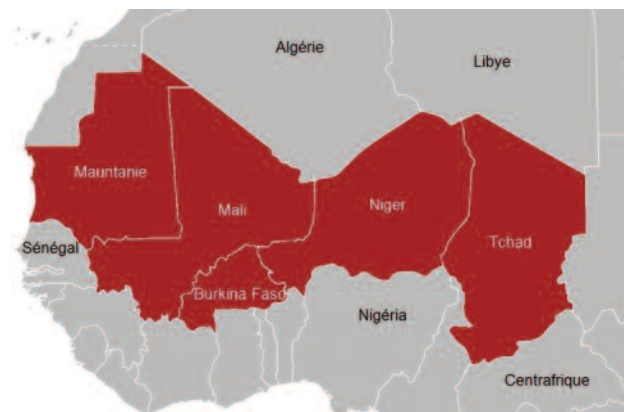
L'attaque a fait six morts. Deux gendarmes, un policier et trois civils. Les deux blessés ont été admis à l'hôpital du Mali pour des soins. Dans la débandade, 4 personnes auraient fui. Mais, elles ont toutes été retrouvées. « Coté assaillant pas de victime » poursuit un conseiller de la mairie de la localité.

Quelques heures après l'attaque, le calme est revenu et le site est sécurisé en ce moment par les forces de sécurité. Les passagers, après contrôle, vaquent librement à leurs occupations. Les autorités locales sont sur place et attendent l'arrivée du ministre de la sécurité.

« Les traces de sang encore visibles »

La situation géographique du poste et le manque d'éclairage dans la zone le rendent vulnérable, explique une autorité locale sous couvert d'anonymat. Selon elle, l'attaque a été très violente et les traces de sang sont encore visibles sur le lieu.

Studio Tamani



Mali : La MINUSMA est prête à discuter avec l'État

Jeudi, la MINUSMA a indiqué être prête à engager avec l'État malien et sans délai les discussions prévues. Une réaction au communiqué du gouvernement jeudi dans la soirée, qui suspendait toutes les rotations de contingents militaires et policiers, y compris celle déjà programmés ou annoncés.

Pour la MINUSMA, la relève des contingents est d'une importance cruciale pour son efficacité opérationnelle et le moral de ses personnels. Elle se dit donc prête à entamer au plus vite les discussions avec le gouvernement malien.

Jeudi le gouvernement de transition a en effet suspendu les rotations de contingent de la MINUSMA pour des raisons de sécurité nationale. Une suspension qui intervient après l'arrestation à Bamako de soldats Ivoiriens non reconnu par l'ONU et qualifié de "mercenaires" par le pouvoir en place qui n'a pas manqué de préciser que leur "dessein funeste" était de déstabiliser le pays et son processus de refondation.

La MINUSMA saisi ainsi la main tendue du gouvernement malien qui a indiqué dans son communiqué qu'il travaillerait diligemment afin de réunir les conditions propices à la levée de la mesure suspensive. L'Etat du Mali est dans une phase de reconstruction sur le plan social et politique et de nombreuses avancées ont été faites en ce sens par le pouvoir en place, Notamment la publication d'une nouvelle loi électorale



et la mise en place d'une commission pour la rédaction de la nouvelle constitution du pays. Des avancées que le pouvoir en place souhaite absolument préserver.

Jean Hugues Ambodo
Source : Minusma



CENTRE D'APPELS INPS

Appelez au : **20-70-51-70 // 20-70-51-71 // 20-70-51-72**

Une équipe professionnelle et dynamique à votre écoute

Du lundi au Jeudi

7h30 à 16h00

Vendredi

7h30 à 17h30

NOTRE AMBITION : MIEUX VOUS SERVIR

- UN ACCUEIL CHALEUREUX
- UNE ORIENTATION SURE
- DES INFORMATIONS FIABLES

Pour toutes informations et réclamations relatives à l'INPS

- Renseignement sur nos prestations
- Pièces à fournir et suivi des dossiers
- Date et Chronogramme de paiement



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Sortie de la 44e promotion de l'EMIA : Le Colonel Goïta invite les élèves-officiers à la loyauté

La cérémonie de baptême de la 44ème promotion de l'École Militaire Interarmes de Koulikoro (EMIA), ce vendredi 15 juillet 2022, a été présidée, par le président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta. La promotion est baptisée " Equipage du Super Tucano Tango Zulu 04 Charlie". C'était en présence du Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, du Président du Conseil National de Transition, Malick Diaw, du ministre de la Défense et des Anciens combattants, Sadio Camara, des membres du gouvernement, du Gouverneur de la Région de Koulikoro et des diplomates accrédités auprès de la République du Mali ainsi que des amis et partenaires du pays. Le Mali est honoré car le major de la promotion est malien. Il s'agit du Sous-lieutenant Alhousseïni Maïga, avec une moyenne de 17, 226/20. Une fierté partagée par l'ensemble du peuple malien.



A son arrivée à Koulikoro, le chef suprême des armées, a eu droit aux honneurs militaires dignes de son rang. Pas cadencés, corps bien droit, le Colonel Assimi Goïta a fait la revue des troupes sous le son de la fanfare nationale. Ce déplacement du Président de la Transition valait la peine. Objectif : prestation de serment et remise des attributs aux élèves-officiers de la 44ème promotion de l'EMIA en fin de formation. C'est en chantonnant que les élèves-officiers ont fait leur entrée sur l'esplanade de la place de la place d'armes de l'EMIA. Moment plein d'émotions et fiertés après plusieurs mois d'une dure

formation. La prise de sabre et la remise des épaulettes ont été les temps forts de cette cérémonie. La promotion portera désormais le nom de l'équipage du Super Tucano Tango Zulu 04 Charlie"

Pour annoncer les couleurs de la cérémonie, le Colonel Joachim Famakan Cissoko, Commandant de l'EMIA, a hommage aux deux pilotes maliens, feus Commandant Moussa Maïga et lieutenant Mamadou Boubacar Traoré, tous décédés le 7 avril 2020, à la suite du crash de l'avion de chasse Super Tucano TZ 04 C, avant de broser leur carrière professionnelle au service de la nation. Ces deux avia-

teurs avaient à chaque sortie les félicitations de leur hiérarchie. Ce binôme est l'auteur de représailles avant suite à l'attaque du poste de Dinangourou le 6 février 2020. Ils ont maintes fois détruit des ennemis et sauvé des frères d'armes lors de leurs engagements au combat à Mondoro, Dialoubé, Boulkessi entre autres.

Pour sa part, le Colonel Major, Yacouba Traoré, Commandant du centre d'instruction Boubacar Sada Sy de Koulikoro, a remercié le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta pour sa disponibilité de principe et de l'intérêt qu'il porte à la formation des militaires des forces

armées et de sécurité. Cette cérémonie marque la fin de la formation des élèves officiers de la 2^{ème} année, année académique 2021-2022, composée de nationaux et d'autres frères et amis. Il a adressé ses vives félicitations aux stagiaires pour leur réussite, chacun selon son mérite, l'obtention du diplôme au prix de plusieurs mois de labeur, d'abnégation loin de leurs familles.

Dans ses propos, le chef d'état-major général des armées, le général Oumar Diarra, a rappelé que le peuple malien et ses forces armées continuent de faire face à des défis sécuritaires multiples et complexes. La montée en puissance observée ces derniers mois, la dynamique nouvelle enclenchée par les forces armées maliennes et les victoires remportées sur les groupes armés terroristes sont porteurs d'espoirs. **« De plus en plus les forces armées maliennes vont à la recherche des groupes armés terroristes dans leur retranchement et leur infligent des pertes significatives comme cela est stipulé dans les directives inter armées annuelles de préparation de diapo 2021 et 2022 de l'état-major des armées. L'enjeu pour les années à venir est de réussir le pari de la régénération et de la modernisation pour disposer dans la durée d'une armée puissante, interopérable, attractive au service d'un Mali fort et mettre de**

son destin. 68 officiers qui viennent de prêter serment devant le drapeau emblème de la patrie et le chef suprême des armées de servir le pays avec loyauté et dévouement proviennent de 10 pays que sont : le Benin 1, le Burkina Faso 1, la Cote d'Ivoire 2, le Gabon 1, la Guinée Conakry 1, le Mali 56 dont 8 personnel féminin, la Mauritanie 1, le Niger 2, le Sénégal 2 et le Tchad 1. Quant à vous officiers de la promotion de l'équipage du Super Tucano Tango Zulu 04 Charlie, je commencerai par vous souhaite la bienvenue dans la grande famille des officiers. Je vous invite à toujours faire preuve, à en toutes circonstances, de force de caractère et à vous place au-dessus de tous les intérêts de nos armées et de nos peuples », a-t-il souligné.

Devant la presse, le Chef suprême des armées, le Colonel Assimi Goita, a tenu à s'incliner devant la mémoire de l'équipage du « Super Tucano Tango Zulu 04 Charlie » et de toutes les victimes civiles et militaires tombées sur le champ de l'honneur. Il a ensuite félicité les officiers de la 44^{ème} promotion de l'école militaire interarmes qui viennent de terminer leur formation dont l'objectif principal est de les préparer à l'exercice du commandement et conformément à la réalité du terrain. **« Aujourd'hui, nous savions que le terrain est**

dominé par les opérations offensives terrestres et aériennes contre les groupes terroristes. Donc ces officiers fraîchement sortis de l'école auront l'opportunité de mettre en pratique leur savoir-faire tactique et technique pour la réussite de leur mission. Aussi, je les invite à rester fidèles à leur serment d'officiers. La prestation de serment est un engagement pour tous les officiers de servir la patrie avec l'honneur, loyauté, dévouement jusqu'au sacrifice suprême. Je leur demande aussi d'être à l'écoute des conseils qui leur seront prodigués par leurs aînés et d'avoir le souci constant de leurs subordonnés et qui seront désormais le fer de lance de toutes les opérations qu'ils auront à mener sur le théâtre des opérations. Concernant le choix du parrain c'est un acte de reconnaissance et de mérite. Ces jeunes officiers engagés ont perdu la vie au cours d'une mission commandée. Nous demandons aux promus de défendre toutes les valeurs qui ont impacté la vie de ces jeunes officiers notamment la loyauté, le dévouement et le sacrifice suprême », a-t-il précisé.

La cérémonie de prestation des élèves officiers a pris par un défilé.

■ Ibrahim Sanogo



Croix-Rouge de Koulikoro : Pose de la première pierre du siège dans la Commune du Mandé

Le président du Comité régional de la Croix-Rouge Koulikoro, a présidé le samedi 16 juillet 2022 à Samalé, la pose de la première pierre du siège du comité communal de la Croix-Rouge du Mandé. C'était présence du président du comité de la Croix-Rouge du Mandé, du représentant du chef de village de Samalé et de la jeunesse du Mandé venue nombreuse pour l'occasion.

Le futur édifice, situé dans le village de Samalé (commune du Mandé), sera érigé sur un site de 300 mètres-carrés, octroyé par une personne de bonne volonté dénommée Chaka Koné.

Au cours de son allocution, le représentant du chef du village de Samalé a remercié le donateur pour avoir honoré toute la commune Mandé à travers le don d'un terrain qui servira de siège au comité de la Croix-Rouge.

Ainsi, il a assuré que le village ne ménagera aucun effort pour que ce local sorte de terre, vu le rôle, selon lui important, que joue cette institution humanitaire. Aussi, il a au nom du chef du village de Samalé promis d'accompagner le comité local de la Croix-Rouge dans la

réussite de ses ambitieux projets. Avant de saluer le président du comité, un citoyen modèle selon lui.

De son côté, le président du comité communal de la Croix-Rouge du Mandé, Youba Traoré Il a remercié le donateur pour avoir octroyé cette parcelle au comité. « Nous sommes heureux et fiers d'avoir eu une parcelle pour ériger le siège du comité communal de la Croix-Rouge. Nous souhaitons qu'avec l'accompagnement de la hiérarchie et de ses partenaires d'ici le mois de mars 2023 que le comité ait son propre siège », a-t-il souhaité

« **Le comité communal de la Croix-Rouge du Mandé est un comité jeune. Il en est de la responsabilité de la Croix-Rouge,**

qui après avoir eu une parcelle viabilisée, de construire un bâtiment digne de ce nom pour que le comité puisse travailler comme le statut et le règlement le stipulent au sein de l'organisation afin que cela puisse servir la communauté », a-t-il ajouté.

En effet, Youba Traoré a souligné, qu'au-delà de la symbolique, le « caractère pratique » d'un siège pour une institution comme la Croix-Rouge, en ce qu'il peut servir de base aux volontaires venant de la région et de l'ensemble du pays lors d'événements religieux, par exemple.

Évoquant les projets futurs du comité, il a fait savoir en premier lieu l'opérationnalisation du siège, l'organisation des journées de sensibilisation des jeunes sur le respect des panneaux de signalisation et le port des casques, la formation des jeunes aux premiers secours et à la gestion des catastrophes. « **Avec l'hivernage, nous serons confrontés à des risques d'inondations avec cela, il faut des volontaires bien formés pour venir en aide aux personnes vulnérables** », a-t-il dit.

Pour sa part, Mamadou Djiguiba, président du comité régional de la Croix-Rouge Koulikoro a précisé que le comité communal de la Croix-Rouge du Mandé a beaucoup œuvré pour avoir son comité. « **Nous avons confiance en cette jeunesse et ils peuvent toujours compter sur notre collaboration. Nous pouvons donner l'assurance au comité communal du Mandé que tant que le comité régional de la Croix-Rouge de Koulikoro existe, on songera toujours à eux** », a-t-il promis.

« **C'est une fierté pour nous, je peux dire qu'au Mali, je n'ai jamais vu un comité communal aussi dynamique. Je vous encourage d'être solidaire** », a-t-il conseillé.

■ Maffenin Diarra



Robotique : L'équipe nationale de Robotique du Mali au firmament de l'Afrique

Après la brillante prestation lors de la compétition panafricaine de Robotique tenue à Dakar, au Sénégal, les lauréats et l'encadrement de l'équipe nationale de Robotique du Mali, ont été reçus, le samedi 16 juillet 2022, par le Pr Amadou Keita, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Dans leur valise se trouvait 3 médailles d'or, de quoi réjouir les maliens. La cérémonie a enregistré la présence de la Représentante résidente de l'UNICEF, des responsables de l'ENETP ainsi que des parents et proches des lauréats.



Après les civilités, les lauréats ont présenté les différentes médailles par catégories, au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Pr. Amadou Keita. Fier du sacre des jeunes maliens, il a félicité les jeunes compétiteurs qui ont franchi un autre cap dans la compétition panafricaine phare de robotique. « Cette nouvelle nous est parvenue alors que j'effectuais une visite de travail en Iran autour de la coopération scientifique axée sur les technologies. Ce fut donc un moment encourageant face à tout le potentiel technologique, nanotechnologique et robotique qu'il m'a été donné de visiter dans ce pays. Vos vic-

toires ont fini de nous convaincre de la justesse de notre orientation de mettre un accent particulier sur ce secteur en termes d'enseignement supérieur mais aussi de formation pour les plus jeunes. Cette victoire n'était pas inespérée car nous savions vos forces et vos compétences. Mais, nous n'avons pas pu nous empêcher de penser que la compétition sera rude en raison des conditions difficiles de votre traversée de la frontière sénégalaise. Je me désolé de cette mésaventure, qui cependant ne vous a pas détourné de votre objectif », a-t-il fait savoir.

Le ministre Keita a exprimé toute sa recon-

naissance pour leur compréhension et leurs aimables mots qu'ils ont bien voulu lui adresser. « Lorsque j'avais demandé à mon Chef de cabinet de vous appeler pour vous rassurer de notre suivi rapproché et régulier du parcours des enfants sur le long trajet et pendant le séjour à Dakar, vous n'avez eu comme réponse que des bénédictions pour vos enfants et pour notre pays. Que le Tout Puissant continue d'entendre vos prières, nos prières. Durant cette campagne dakaroise, Robots-Mali a pu compétitionner en toute sérénité en raison du soutien continu et organisé de l'UNICEF, qui en février dernier, lors de la remise des attestations aux vainqueurs de l'édition 2021, marquait son engagement auprès de nous. Quand il s'est agi d'organiser cette édition 2022, l'accompagnement financier et technique n'a pas manqué », a-t-il renchéri.

Et d'enchaîner : « Les équipes qui ont pris part à la Compétition panafricaine de Robotique nous disent un seul message : notre pays n'a aucun complexe à avoir face à la révolution technologique en cours. C'est pourquoi, conscients de l'intérêt que revêtent les Sciences et les Technologies pour le développement d'un pays, nous réitérons notre dévouement pour faire émerger des talents dans ce domaine. D'ores et déjà, j'ai instruit que la réflexion soit portée sur le statut du Centre collaboratif pour l'éducation en robotique afin de lui permettre d'être au cœur des enjeux de la robotique et de l'intelligence artificielle au Mali. Nous entendons lier la recherche et le secteur des entreprises afin que le potentiel de nos jeunes ici présents puisse être au service d'un Mali prospère », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

Pays dogon : Le bastion de la milice Dan Na Ambassagou était la capitale mondiale de l'astronomie



Le conflit armé qui fait rage dans le centre du Mali, où le katiba Macina du chef djihadiste Amadou Kouffia fait régner la terreur, est en passe de faire oublier ce que le pays dogon a apporté à l'humanité, notamment en matière de connaissances sur l'origine, l'évolution des astres et toutes les propriétés spécifiques qu'ils renferment. L'astronomie est la plus ancienne des sciences fondamentales. Elle a pour objet l'étude des étoiles, des planètes et des galaxies.

Depuis longtemps, des millions de visiteurs ont convergé vers le pays Dogon, non pas pour étudier la milice armée Dan Na Ambassagou qui sévit dans les cercles de la région administrative de Mopti, mais pour appréhender l'étendue des connaissances des Dogon sur les astres, notamment l'étoile Sirius qu'ils ont révélée, bien avant l'invention du premier télescope par l'opticien hollandais Hans Lippershey en 1608. Sirius est l'étoile la plus brillante de la voûte céleste, devant Canopus et Arctu-

rus.

L'histoire nous apprend que le peuple Dogon a une parfaite maîtrise du système stellaire. Marcel Griaule a fait des recherches ethnologiques fort intéressantes qui ont montré que le peuple Dogon connaissait l'existence de l'étoile Sirius. Les Dogons savaient aussi ce que beaucoup de sociétés ignoraient : Sirius avait un compagnon appelé Sirius B, qui a la particularité d'être invisible à l'œil nu. L'étoile Sirius est omniprésente dans la sculpture et l'architecture dogon. En effet, c'est la beauté de l'habitat dogon, sculpté dans le calcaire, qui a permis l'inscription des falaises de Bandiagara au patrimoine mondial de l'humanité.

Appelée Po Tolo par les Dogons, Sirius B se déplace sur une orbite elliptique dont la durée de la révolution est estimée, par les scienti-

fiques, à 49,9 années. Le Noble Coran fait également allusion à l'étoile Sirius dans la Sourate 53 Verset 49 en ces termes : « Et c'est Lui qui est le Seigneur de Sirius ». Un autre miracle astronomique du Saint Coran se trouve dans le Verset 9 de la Sourate ci-dessus citée : « Il était à une distance de deux portées d'arc, ou plus près encore ». Ce verset fait référence aux orbites des deux étoiles, Sirius A et Sirius B, décrites également dans la cosmogonie du peuple Dogon, qui est adepte de l'animisme et voue un culte à la force vitale qui anime les éléments de la nature. Une subtile combinaison des Versets 49 et 9 de la même Sourate donne étonnamment le nombre 49,9, représentant la durée en années des orbites de Sirius A et B. Ces découvertes astronomiques faites par les scientifiques en 1862 étaient déjà révélées dans le Saint Coran mais également par les sociétés Dogon.

L'initiation des Dogon à l'astronomie serait le fait d'extraterrestres appelés Nommos qui peuplaient Sirius. Les Dogons se définissent eux-mêmes comme des descendants de Amma, un Dieu qui viendrait de l'étoile Sirius pour peupler le centre du Mali. M. Griaule (1966) relate l'histoire de la création du monde selon les Dogon et estime que leur métaphysique et leur religion sont aussi riches que celles des peuples antiques. A l'aide de l'arche de Nommo, le Dieu Dogon fit descendre sur terre tous les êtres qu'il a créés. Toutefois, l'univers était plongé dans un froid glacial et dans une profonde obscurité. Le Dieu Amma s'éclaira grâce à Ci gi Tolo (Sirius A). Sirius a donc guidé l'arche pendant sa descente sur terre.

Dans la tradition Dogon, l'étoile Sirius est considérée comme le centre de l'Univers. Le lever du Soleil et de Sirius coïncide avec la cérémonie du Sigi en pays Dogon, qui commémore l'invention de la parole et de la mort, mais également la deuxième année de vie de l'homme sur terre. La cérémonie du Sigi est célébrée tous les 60 ans en pays Dogon pour fêter l'arrivée de l'homme sur terre.

La chercheuse Germaine Dieterlen au terme de sa mission qui l'a conduite en pays Dogon affirmait qu'il y avait une relation étroite entre la cérémonie du Sigi et l'étoile Sirius (Si gi Tolo). Dans le village de Sanga en pays Dogon

se dresse majestueusement la caverne du traversement (Polio como) c'est-à-dire l'endroit où s'est posée l'arche de Nommo. Son atterrissage est l'évènement annonciateur de la création du monde.

Le site est le lieu d'observation par excellence du lever de Sirius et du Soleil. L'équipe de chercheurs conduite par Mme Dieterlen a pu déterminer que les Dogons avaient érigé, depuis plusieurs siècles, de véritables observatoires astronomiques dans le village de Sanga. En outre, les deux rochers du village qui représentent le Soleil, l'étoile Sirius et la caverne appelée Coucoulou Como qui servait de poste d'observation, sont orientés dans une parfaite symétrie.

Le berceau de la science astronomique est aujourd'hui en proie à des attaques djihadistes consécutives à la présence, dans la région, de combattants de la katiba Macina d'Amadou Koufa, une des composantes du Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), affilié à Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et à des violences auxquelles se livrent Peuls et Dogons. L'effusion de violence dans la région de Mopti est la plus importante du pays. Prenant prétexte de la faillite de l'État central en matière de sécurité et de justice, les communautés Dogon se sont constituées en une milice armée baptisée Dan Na Ambassagou (les Chasseurs qui se confient à Dieu). L'expulsion des Peuls par les Dogons de certaines régions fertiles du centre du Mali où ils étaient établis depuis plusieurs décennies, a exacerbé les tensions intercommunautaires. Le risque est bien réel de se retrouver dans la situation, déjà vécue, d'un jihad dirigé contre les sociétés dogon, comme à l'époque de l'islami-

sation du Mandé au XIVe siècle.

Le patrimoine Dogon est menacé et risque de subir le même sort que Tombouctou, victime en 2012 de pillages de ses mausolées et de ses manuscrits datant de plusieurs siècles, orchestrés par les combattants du groupe djihadiste Ansar Dine de Iyad Ag Ghali.

Jadis foyer scientifique majeur, le pays Dogon est devenu la région du Mali la plus violemment frappée par le tourbillon djihadiste, comme en attestent les massacres en séries de 130 Peuls par la milice dogon en mars 2019 dans le village de Ogossagou et ceux de 132 civils en juin 2022, par les combattants de la Katiba Macina, dans les villages de Diarrassagou, Diamweli et Deguessagou.

Les formes de conflictualités asymétriques qui minent le Sahel et qui s'éloignent de leur épice centre pour gagner les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest ont aussi un impact sur les investissements économiques. Dans le centre du Mali, la crise sécuritaire a eu des conséquences sur la productivité agricole.

Des chercheurs du département Economie de l'Université de Florida, Gyimah-Brempong et Corley (2005), ont montré à quel point la guerre civile pouvait affecter la croissance économique, notamment par la réduction des investissements dans le capital. On sait aussi que les conflits armés déstructurent les comptes publics du fait de l'injection massive d'argent dans les dépenses en armements et munitions des pays en guerre, au détriment des autres secteurs vitaux de la nation (santé, éducation, agriculture etc.) Messer, Cohen et d'Acosta (2014) estiment que le Mali dispose d'un énorme potentiel agricole. Toutefois, les récents épisodes de conflits armés ont gravement

nui à l'investissement et à la productivité agricoles : perturbation de la distribution des intrants et équipements agricoles, chocs de prix et déplacements massifs de la main-d'œuvre agricole. Les auteurs affirment que durant les périodes de conflits armés, la production agricole chute de 12,3 % chaque année.

La Banque Mondiale, dans son dernier bulletin économique sur le Mali, établit une corrélation entre la timidité de la reprise économique et l'insécurité qui prévaut dans le pays. Selon ses estimations, le taux de pauvreté est passé de 42,5% en 2019 à 44,4% en 2021, entraînant 375 000 personnes supplémentaires dans une situation d'extrême indigence. Les perspectives économiques de cette année ne sont guère reluisantes à cause des sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA, de l'insécurité alimentaire qui sévit dans la région et de la guerre en Ukraine.

Les banques de la sous-région ont beaucoup souffert des sanctions qui ont visé le Mali qui peinait déjà à honorer, en fin juin 2022, le paiement de 44 milliards de Fcfa dus aux investisseurs du marché des titres publics de l'UEMOA. Au total, le gouvernement malien devra rembourser un montant de 346 milliards de Fcfa courant 2022. Si on y ajoute l'échéance de l'année prochaine, le remboursement sur le marché des titres publics de l'UEMOA monte en flèche et atteint 761 milliards de Fcfa. L'onde de choc des défauts de paiement pourrait se propager dans les pays de l'UEMOA, dans la mesure où plus de 60% des titres publics sont détenus principalement par des banques ivoiriennes et burkinabè.

La crise sécuritaire qui frappe le Mali a un pouvoir de phagocytose qui n'épargne même pas les sciences astronomiques, domaine de connaissance dans lequel le pays Dogon s'était brillamment illustré depuis plusieurs siècles. La prochaine cérémonie du Siguï, prévue en 2027, soit soixante ans après la dernière commémoration de cette fête dogon, se déroulera-t-elle sous le signe de la paix, de la reprise économique et du renouveau scientifique et astronomique du pays Dogon ?

Amadou Tidiane Cissé
Inspecteur principal des douanes
atcisse@aol.com



Centre de médecine du sport du mali : « Le fleuron escompté »

Le Mali dispose désormais d'un Centre de Médecine du Sport. L'infrastructure, réalisée dans l'enceinte du Stade Modibo Keita de Bamako, a été inaugurée le mardi 12 juillet par le Chef du gouvernement, Dr ; Choguel Kokalla Maïga. Au directeur du Centre, le ministre des Sports a demandé d'en faire « le fleuron escompté ».

Bâti sur une superficie de 9 777 m², le Centre de Médecine du Sport a été baptisé au nom de Lassana Traoré dit Ambiance. Un athlète accompli, un marathonnien hors pair, décrit le ministre de la Jeunesse et des Sports. L'infrastructure comprend 3 niveaux et dispose de 55 Salles et bureaux, 4 grandes salles, 2 magasins, 1 ascenseur et une (1) loge-gardien. Sa construction a coûté 1 860 551 625 F CFA sur les exercices budgétaires 2012, 2013 et 2014 avec des travaux de réaménagement des voies d'accès en 2019 pour 59 028 556 F CFA, a indiqué le ministre Mossa Ag Attaher.

Unique en Afrique de l'Ouest, à en croire le ministre des Sports, le Centre de Médecine du Sport du Mali, né d'une réflexion et d'une étude approfondie sur le développement et la

promotion du sport au Mali, a pour mission fondamentale d'assurer le suivi de la santé des sportifs, d'effectuer de la recherche en santé des sportifs et de contribuer à lutter contre le dopage dans le sport au Mali. Se fiant à l'esprit qui a prévalu sa création, le chef du département des Sports a laissé entendre que « le sport malien ne connaîtra plus de Lassana Traoré, cet athlète tant admiré, qui tomba et mourut au cours d'une compétition nationale de marathon, c'était en juillet 1965 ».

Opérationnel, 4 des 6 blocs (un bloc de consultation, un bloc d'imagerie, un bloc de Kinésithérapie, un bloc de Laboratoire, un bloc opératoire et un bloc d'hospitalisation) du Centre accueille déjà les patients. Il s'agit du bloc de consultation, du bloc d'imagerie, du bloc de Kinésithérapie et du bloc de Laboratoire.

Les deux autres blocs opératoires et d'hospitalisation seront fonctionnels dans un avenir proche. « D'ici la fin de l'année, le Centre sera doté de l'IRM 3 TESLA, la dernière génération de l'imagerie à résonance magnétique et du Scanner 128 barrettes qui permettront de faire tous les diagnostics. Les équipements déjà reçus en 2022 sur financement du budget national se chiffrent à 448 754 000 F CFA et atteindront 2 696 654 000 F CFA avec les marchés en cours d'engagement sur les exercices budgétaires 2022-2023 », a promis le ministre Mossa Ag Attaher avant d'inviter le directeur du Centre Dr Adama Sangaré et l'ensemble de ses collaborateurs d'y veiller avec soin et délicatesse. « Faites-en le plus chaleureux, le plus beau et le plus accueillant. Faites-en le fleuron escompté. Je compte sur vous. Je sais que vous avez la compétence, la technicité et la volonté. Pour ma part, j'y veillerai. J'y effectuerai des visites inopinées. Mon désir ardent est de faire de ce Centre, une référence en Afrique tant par la qualité des prestations que par la qualité de l'environnement », a-t-il conclu.

Alassane Cissouma
Source : Mali Tribune



L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



L'INPS au service des assurés sociaux



**INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE**



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

De l'esprit des institutions, des lois et des règlements : Pour l'histoire !

Au risque de paraître un rabat-joie, je vais oser m'exprimer de nouveau espérant inciter à la réflexion et inviter à savoir garder la raison.

Le Comité National de Salut du Peuple (CNSP) variante du Comité de Réconciliation Nationale (CNR) n'a pas suspendu encore moins abrogé la Constitution du 25 février 1992 adoptée par la Conférence Nationale Souveraine du Mali tenue du 29 juillet au 12 août 1991 et promulguée par le Lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, Chef de l'Etat de la transition de 1991.

Le CNSP a cru devoir ajouter à cette loi fondamentale une Charte de la Transition censée être au-dessus de la Constitution du 25 février 1992 dans toutes les dispositions en contradiction avec celles de la Charte.

Cette situation a fait dire à un grand avocat et homme de culture Me Cheick Oumar Konaré, que le Mali vit dans un régime d'exception basé sur un bricolage juridique.

Les Autorités de la transition sont libres d'être des Adeptes du bricolage juridique, mais elles ne doivent pas oublier que ce que la Communauté Internationale leur demande est simple : Se conformer aux textes régissant le Mali ; notamment l'article 121 de la Constitution qui en son alinéa 2 dispose : « Tout coup d'Etat ou putsch est un crime imprescriptible contre le Peuple malien ».

Aucune loi fût-elle organique ne peut conférer une amnistie à un citoyen, si elle est contraire aux dispositions Constitutionnelles. Les turpitudes d'autrui ne sauraient justifier les nôtres. Les modifications infondées des constitutions pour s'accorder un Troisième mandat à Allassane Dramane Ouattara, à Alpha Condé, ou plus anciennement à Paul Kagamé, Denis Sassou Nguesso, à Paul Biya, ne sauraient autoriser que l'on torde le coup à une loi fondamentale du Mali.

Le non-respect de la Loi fondamentale du 25 février 1992, et du PROTOCOLE A/SP1/12/01 SUR LA DEMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE ADDITIONNEL AU PROTOCOLE RELATIF

AU MECANISME DE PREVENTION DE GESTION, DE REGLEMENT DES CONFLITS, DE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE DU 21 DECEMBRE 2001 ADOPTE PAR LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO et le flou artistique entourant le mode de gestion du CNSP ne pouvaient qu'entraîner des sanctions de nature politique et non juridique. Ces sanctions ne sont pas totalement illégales et/ou illégitimes. Elles ont bel et bien une base juridique, nationale et régionale.

Il est vrai que ces sanctions ont une forte connotation politique avec le gel des avoirs du Mali déposés à la BCEAO en vue de tenter de bloquer le fonctionnement de l'Etat dirigé par « un pouvoir établi par un pronunciamiento militaire ».

Les maliennes et les maliens ne doivent pas oublier que certains protocoles appliqués à d'autres Etats membres de la CEDEAO avant le Mali ont été élaborés alors que deux fils du Mali étaient à la tête de l'organisation régionale ouest africaine.

La fermeture illégale des frontières malgré des mises en garde faites à qui de droit a rendu effectivement ces sanctions inhumaines. Toutes fois, cette fermeture viole le Protocole portant Libre Circulation des Personnes, des Biens et Services.

En fait ce qui est demandé aux Autorités de la transition, c'est la transparence :

Il est difficile dans les conditions actuelles d'organiser des élections sur toute l'étendue du territoire national de façon transparente, sincère et crédible, vu l'Insécurité généralisée,



dites-le clairement à la communauté internationale !

Vous pensez que les élections telles que organisées en occident ne sont pas conformes à la culture malienne, à son histoire, à sa sociologie, dites-le sans ambages !

S'il existe pour vous d'autres mécanismes de dévolution du pouvoir, dites-le sans tergiversations, ni détours !

Cinq colonels sont connus comme têtes pensantes du putsch du 18 août 2020, contre le régime du président Ibrahim Boubacar Keita. D'aucuns retiennent seize colonels comme les vrais maîtres du Mali.

Enfin d'autres affirment avec certitude qu'une Nouvelle classe politique, militaire en gestation pendant trente ans est au pouvoir et n'entend pas l'abandonner de sitôt. En tous les cas, pas avant d'instaurer le MALIKURA, rêve lancinant de toutes les maliennes et de tous les maliens.

A quoi aurait servi l'expérience des 22 ans, 04 mois et sept jours de pouvoir du Général Moussa Traoré si l'Armée « abandonne le Pouvoir en plein vol » comme dirait le Premier ministre le Dr. Choguel Kokala Maïga ?

Le CNSP et les Intellectuels satellites sont convaincus que les conditions de prise de pouvoir du Lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré et celles du Colonel Assimi Goïta sont superposables.

Interrogeons les faits.

Le 26 mars 1991 au matin le Lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré et ses hommes campent à la Maison du Peuple après l'arrestation la veille du Général d'armée Moussa Traoré mettant fin à 22 ans, 04 mois et 07 jours de règne.

Le même jour, toujours au matin la Coordination des Associations et Organisations Démocratiques se base à la Bourse du Travail, son siège depuis le vendredi noir du 22 mars 1991. Cette Coordination des associations et organisations démocratiques a mené de longues années de lutte multiforme contre la dictature d'un parti unique constitutionnel né en 1974, et mis sur les fonds baptismaux seulement en mars 1979.

La Coordination des associations et organisations démocratiques basée à la Bourse du Travail se composait essentiellement de l'UNTM, unique centrale syndicale des travailleurs du Mali : de deux associations politiques comprenant des femmes et des hommes d'horizons

divers, de tout âge, sauf les mineurs, et de toutes confessions religieuses, de toutes les professions : le CNID (Comité national d'initiative démocratique), né le 18 octobre 1990 ; l'A.De.MA née le 24 octobre 1990.

Les associations des jeunes membres de la Coordination née le vendredi Noir, ont ouvert le Bal avec à leur tête l'Association des Jeunes pour la Démocratie et le Progrès (AJDP), née en marchant le 15 octobre 1990, des jeunes qualifiés de fous de la démocratie à l'époque ; l'Association de la Jeunesse Libre et Démocratique (JLD) ; l'Association des Demandeurs et Initiateurs d'Emplois (ADIDE).

Les maliennes et les maliens s'en souviennent encore et s'en souviendront pour longtemps espérons-le : le 22 janvier 1991, toute la famille judiciaire s'ébranle pour protester contre l'irrégularité, le mauvais fonctionnement de la Justice, contre l'abus de pouvoir d'un Procureur général. Les secrétaires des greffes et parquets, les greffières et les greffiers, les magistrats, entreprennent la première marche dans l'Histoire de cette catégorie sociale.

Elle se déroule du Tribunal de première Instance proche de la Place de la Liberté et du ministère de l'Education nationale, au Ministère de la Justice naturellement fermé aux marcheurs !

Après lecture de la déclaration de la Section syndicale nationale de la Justice, affiliée au SYNTADE (Syndicat National des Travailleurs de l'Administration de l'Etat), Me Fanta Sylla la dépose à la place où elle a été lue. Elle pose une grosse pierre sur cette déclaration pour éviter qu'elle ne s'envole.

Les initiateurs de la marche du 22 janvier 1991 entrent dans l'Histoire : Me Hamidou Diabaté, magistrat à l'Epoque des faits ; Me Bintou Maïga et Séméga Assitan Karambé toutes deux greffières ; les greffiers Me Madjé Traoré, Souleymane Keïta greffier en chef de la Cour Suprême et Secrétaire général de la section syndicale nationale de Justice affiliée au SYNTADE, dirigée par un certain Boïssé Traoré, grand chef de l'UNTM avec le grand frère Bakary Karambé Secrétaire général ; les magistrats Mohamed Sida Dicko, Hamèye Founé Mahalmadane Touré, déclencheur de « l'affaire dite Kallé » ; Amagouin Daniel Tèssougué bien que servant à Ségou ; Boureïma Kansaye non membre du bureau de la section syndicale de la Justice ; Louis Bastide président de la section administrative de la Cour Suprême et bien

d'autres, ont tenu à participer à la marche.

Le Bâtonnier Me Drissa Traoré au nom du Barreau a affirmé la solidarité de l'ordre qu'il dirige en participant à la marche.

Me Demba Moussa Diallo Alias ça Globa, Président de l'AMDH (Association Malienne des Droits de l'Homme) et tous les membres de ladite association ont battu le pavé avec tous les marcheurs du 15 octobre 1990 au 26 mars 1991.

C'est peu dire que d'affirmer les femmes du Mali d'Est en Ouest, du Nord au Sud, de toutes les régions se sont mobilisées contre la dictature du CMLN/UDPM.

La figure de la Grande TAGA Nouna, Kel TAMASHECQ de l'Adrar des Ifoghas se dresse dans ma mémoire, symbole significatif à mes yeux de l'Unité du Mali dans les épreuves !

Qu'elles soient membres ou non de la Coordination des associations et organisations démocratiques du 22 mars 1991, qu'elles disposent ou non de récépissé, l'APDF (Association pour le Progrès et la Défense des Femmes) de l'intrépide Fatoumata Siré Diakité (Paix à son âme) ; le CADEF (Comité d'Action pour les Droits de l'Enfant et de la Famille) né le 08 mars 1990 à l'initiative de la grande résistante à l'occupation coloniale et combattante inlassable contre la domination, l'oppression et l'exploitation des Peuples, Mme Soumaré Assa Diallo ; le COFEM (Collectif des Femmes du Mali) animé par les dames de fer Mesdames Adam Ba Konaré et Manassa Danioko, Mme Touré Rokiadou Bah, Mme Ben Barka Lalla Ataher Maïga, Mme Diallo Fanta Camara, Mme Sy Kadiatou Sow dite Salama, Mme Traoré Salimata Tamboura, Prof Bintou Sanankoua, ces organisations ont défendu l'Honneur des femmes du Mali constituant chaque jour le peloton de tête des marches. Du reste, n'ont-elles pas voulu monter à Kouloba pour déloger le dictateur le samedi 23 mars 1991, jour où le Secrétaire général de l'UNTM et désormais chef de l'Insurrection populaire entamée les mains nues, Bakary Karambé a décrété la grève générale illimitée ? L'UNTM rejoint officiellement les marcheurs après la visite de l'immeuble du Sahel Vert en flammes où se consumait la chevelure d'une dame, une soldate Inconnue du 26 mars 1991. La scène bouleversante a fait couler beaucoup de larmes lors de cette visite par Karambé, Séydou Traoré Secrétaire général du Syndicat national de la santé et des affaires sociales et

du Comité syndical de l'Hôpital du Point G ; Blo Samaké de la Commune V, Daba Diakité de l'INRSP (Paix à leurs âmes).

A quelques mètres de cet immeuble qui brûlait, le Pr. Aly Guindo, gastro entéro-hépatologue, debout, le regard lointain semblait méditer probablement sur la Bêtise humaine après avoir vu l'Horreur !

La jeunesse, en tête l'A.E.E.M (Association des Elèves et Etudiants du Mali) benjamine des organisations des élèves et étudiants du Mali, de l'UNEEM en particulier, a honoré son pays durant les longues années de braises singulièrement pendant les journées folles s'étalant d'octobre 1990 à mars 1991.

Les chasseurs du Mali n'étaient pas absents du champ de bataille pour la conquête de la démocratie. Les acteurs du 26 mars se souviennent probablement s'être réunis dans les domiciles des Chasseurs.

La nuit a été longue.

Aussi devant l'ampleur de la mobilisation populaire, le chef du CNR (Comité National de Réconciliation), le Lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré appelé affectueusement ATT, ne pouvait que renoncer à l'entreprise de débaucher Un à Un les leaders des différentes associations et organisations démocratiques et se rendre à la Bourse du Travail, base des Insurgés depuis le vendredi Noir pour répondre aux questions posées par le doyen Prof Abde-rahmane Baba Touré à un Lieutenant venu le chercher sur instruction du chef du CNR :

Qui a pris le pouvoir ce mardi 26 mars 1991 ? C'est le Mouvement Démocratique ; l'armée n'a fait que parachever son œuvre en n'apportant que sa toute petite pierre à l'Edifice !

Où se trouve le pouvoir en ce jour du mardi 26 mars 1991 ?

Le pouvoir est à la Bourse du Travail, siège du Mouvement Démocratique, et c'est pourquoi, les éléments patriotes, démocrates et républicains de l'armée regroupés au sein du Comité de Réconciliation Nationale (CNR) ont fait le déplacement.

Il a fallu l'intervention du camarade Bakary Karambé et surtout celle de l'organisateur en chef des marches Souméïlou Boubèye Maïga (Paix à leur âme) pour arrêter les Etudiants et les élèves qui scandaient :

Mariko ! Mariko ! "An tè korololén fè, fo kura ! Kokajè ! Kokajè ! Kokajè !!! et qui tentaient d'empêcher nos hôtes du CNR d'entrer à la Bourse du Travail.

Ainsi naîtra dans l'après-midi du 26 mars 1991 le CTSP (Comité Transitoire du Salut du Peuple) et non CSP (Proposition du CNR) d'une durée de douze (12) mois et non de neuf (9) mois (proposition du CNR) et non plus de dix-huit (18) mois (proposition de l'Alliance pour la Démocratie au Mali, l'A.De.MA).

La transition va durer en réalité quatorze (14) mois avec la concession de deux mois faite par le Mouvement Démocratique à la demande du CNR qui avait tenté en vain de proroger la durée de la Transition pendant la Conférence Nationale Souveraine tenue du 29 juillet au 12 août 1991.

Les moins jeunes du Mouvement Démocratique se souviennent des débats houleux suscités par les manœuvres de la Sécurité d'Etat de l'Epoque en vue de proroger la Transition. Même cinq ans ont été proposés comme durée de la Transition par d'aucuns. Reste dans les mémoires l'altercation entre le grand combattant et grand frère Sy Victor Borion (SVB, tiens !) et le Lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, le soldat de la démocratie, traité de démagogue par notre illustre aîné !

Ce débat est clos, dira l'après-midi à la reprise des travaux, le Lieutenant-colonel ATT, pour sortir de "l'enjeu" dans lequel on voulait l'enfermer, selon lui !

Les membres du CTSP n'ont jamais porté d'écharpes tricolores. Ils n'ont jamais légiféré. Conscients qu'ils n'étaient pas des élus du peuple malien ; qu'ils n'étaient pas des représentants de la Nation malienne. Leurs indemnités de session étaient de 75.000 F. Ils ne se sont jamais fait appeler honorables.

Du reste, qui n'est pas honorable au Mali ?

Les membres du CTSP siégeaient pour faire des résolutions, des recommandations, pour donner des orientations sur la base desquelles le gouvernement gérait le pays par ordonnances.

Ils avaient le sens des lois votées au nom du peuple souverain. L'esprit des Institutions les habitait. L'Histoire ne se répète pas. Ou si c'est le cas, c'est sous forme de comédie selon le vieil adage.

Il est vrai que l'histoire évolue en zigzag. Elle bégaie parfois a-t-on coutume de dire !

L'Insuffisance de l'Esprit des Lois et des Règlements, de l'Esprit des Institutions, a conduit à des scènes cocasses ces derniers temps où l'on voit dans le Sahel des officiers supérieurs en treillis, ayant pris le pouvoir par les Armes

et non par les Urnes, l'écharpe tricolore de leur pays sur l'épaule prêter serment devant l'Institution habilitée à les investir et répéter après le Président de ladite Institution : Je le jure ! Entendez, je jure de respecter et de faire respecter Une Constitution déjà violée !!!

J'écris ces lignes avec beaucoup de peine en pensant à des hommes et des femmes avec lesquels nous avons réalisé de grandes choses à l'Assemblée Nationale au nom du peuple souverain du Mali. Je pense particulièrement aux honorables Assarid Ag IMBARCAWAN, mon bras droit pendant dix ans ; l'amenokal Bajan Ag Hamatou Ag Firhoun, le fils aussi du Commissaire politique de l'Union Soudanaise du Rassemblement Démocratique Africain (USRDA) Alhousseini Tiéougou Touré ; l'amenokal Mohamed Ag Intalla, mon Général, Mamadou Diarrassouba, l'Enfant terrible. Sans eux et d'autres députés également engagés, l'intégrité du territoire, l'unité de la Nation, la cohésion sociale n'auraient pas été sauvegardées ; la cérémonie de la Flamme de la Paix n'aurait pas eu lieu le 27 mars 1996 à Tombouctou permettant au Mali de connaître la paix pendant dix ans.

Les Conseillers nationaux désignés par le Chef de l'Etat actuel méritent le respect. Ils et elles sont à féliciter pour avoir décidé de ne pas siéger à la chambre des représentants, pour la conscience dont ils ont fait preuve en adoptant la LOI N°2022-019 DU 24 JUIN 2022 PORTANT LOI ELECTORALE avec quatre-vingt-douze amendements en lesquels le gouvernement dit ne pas se reconnaître ! C'est ça aussi la démocratie.

Félicitation au Chef de l'Etat Assimi GOÏTA pour avoir promulgué cette loi sans l'avoir renvoyée pour relecture.

Pardon si involontairement j'ai blessé, offensé. Encore une fois, c'est involontaire. Mais il ne sied pas à l'âge de raison et surtout à un âge avancé de danser au rythme de concerts de contre-vérités !

Bamako le 15 juillet 2022.

Dr. Ali Nouhoum DIALLO,
Maître de Conférences agrégé de Médecine Interne, professeur honoraire à la Faculté de Médecine et d'odontostomatologie,
Ancien Président de l'Assemblée Nationale du Mali,
Ancien Président du parlement de la CEDEAO.

Mohamed Amara, Sociologue : « Le Mali seul ne peut pas lutter contre le terrorisme »

Au Mali, la situation sécuritaire se dégrade au centre et au nord du pays avec un regain des attaques et blocus. Qu'est-ce qui explique cette recrudescence des attaques ? Mohamed Amara, sociologue et auteur de plusieurs livres dont : *Marchands d'angoisses, le Mali tel qu'il est, tel qu'il pourrait être*, éditions Grandvaux nous explique les causes. Entretien.

Mali Tribune : qu'est-ce qui explique cette recrudescence des attaques au centre du pays ?

Mohamed Amara : il y a deux niveaux d'explications. Le premier, c'est le fait que l'effectif militaire malien aujourd'hui ne permet pas concrètement de couvrir l'ensemble du territoire notamment le centre et le nord du Mali où il faut un déploiement massif de l'armée d'autant plus que la force Barkhane quitte le Mali. Deuxième niveau d'explication, le fait est que le départ de Barkhane du Mali laisse le champ libre aux narcoterroristes pour commettre leurs différents forfaits. Ces deux niveaux d'explications amènent à dire que le Mali a besoin d'un outil de défense plus performant pour occuper le terrain ; c'est-à-dire être dans une logique plutôt offensive que défensive pour aller chercher les groupes terroristes dans leurs cachettes. Ça nécessite la mise en place d'un nouveau logiciel militaire. En d'autres termes, il y a nécessité d'avoir des coopérations militaires, le Mali seul ne peut pas lutter contre le terrorisme d'autant plus qu'il est transfrontalier et international. Donc, la coopération avec l'ensemble des pays de la région notamment le Niger et le Burkina Faso est nécessaire. Mais, coopérer sans perdre son âme.

Mali Tribune : l'armée monte en puissance. Mais elle n'arrive toujours pas à anticiper les attaques malgré les moyens gigantesques. Pourquoi ?

M.A. : Il est difficile de faire une enquête dans les zones où l'armée monte en puissance pour corroborer cette affirmation. Monter en puissance suppose qu'on gagne en performance, en légitimité et on engrange des victoires. C'est-à-dire qu'on arrive à avoir des rapports

de force dominants vis-à-vis de son adversaire ou de son ennemi. Mais il est difficile aujourd'hui pour les journalistes indépendants d'aller sur le terrain de façon libre et vérifier cette montée en puissance. Donc, c'est une question très difficile et sensible à répondre telle que vous la posez. Malgré la montée en puissance de l'armée, la population malienne continue d'être massacrée, à fuir la pression terroriste. Moi, je ne parlerai pas de montée en puissance, tant qu'il n'y pas des articles documentant cette montée en puissance à partir d'enquête de terrain. C'est-à-dire des enquêtes journalistiques, sociologiques ou toute forme d'investigation permettant en tout cas de créditer cette puissance. Il faudra à un moment qu'on arrive à renseigner tout ça. Enfin, la montée en puissance suppose pour moi le retour de l'administration ou la réouverture des écoles ; bref, le redémarrage des activités quotidiennes.

Mali Tribune : le mandat de la Minusma a été renouvelé sur fond de tension entre le Mali et le Conseil de sécurité. Quel avenir pour la mission onusienne ?

M.A. : il faut dire que le mandat de la Minusma a été renouvelé alors que le Mali n'était pas tout à fait pour dans les conditions actuelles. Le pire, les soutiens du Mali, c'est-à-dire la Russie et la Chine se sont abstenus alors qu'ils auraient pu utiliser leur droit de veto pour empêcher le renouvellement du mandat de la Minusma dans les conditions qui ne convenaient pas au Mali. Mais ainsi va le monde. Cela a été un coup de poignard dans le dos du Mali. En termes d'avenir, de nouveaux conflits s'ouvrent entre le Mali et les Nations unies. Ce n'est pas de bon augure pour un pays qui sort de sanctions économiques et finan-



cières. Le Mali risque de devenir le pays mal aimé de la sous-région primo; secundo il va avoir du mal à mettre en place des projets de développement. Sans compromis entre le Mali et la communauté internationale, il serait très difficile de se développer. Un Etat sans projet, et qui ne vit que des aides humanitaires meurt à petit feu. Il serait important que le Mali et la communauté internationale parlent la même langue.

Mali Tribune : La France a annoncé la fin de la Task force Takuba, lancée en mars 2020 dans le cadre de la lutte antijihadiste. Quel bilan tirez-vous ?

M.A. : C'est un bilan mitigé parce que c'est une force qui n'a même pas eu le temps de se déployer à cause des instabilités politiques au Mali et des coups d'Etat. Un bilan mitigé au sens où la lutte contre le terrorisme est restée au même niveau. D'ailleurs, les terroristes ont même gagné du terrain dans la zone des trois frontières. Le bilan reste mitigé dans le sens où à terme Takuba devait soulager Barkhane, voire la remplacer dans la lutte contre le terrorisme. Ce qui n'a jamais pu se faire malheureusement. Au contraire, le terrorisme s'est développé autrement : recrutement des jeunes locaux, mariages, création réseaux d'informateurs... Dans ces conditions, il serait très difficile de parler de bilan. Aujourd'hui, une question se pose pour le Mali : quelle perspective sécuritaire pour tenir et sécuriser les futures élections ?

Propos recueillis par Ousmane Mahamane
Source : Mali Tribune

Guigne : Les victimes des superstitions

De plus en plus de veuves et orphelins sont abandonnés et livrés à eux-mêmes, dans notre société, parce que, dans la croyance populaire, on les croit porteurs de guigne, (« téré »). Ces enfants et ces veuves abandonnés sont condamnés à quitter leurs localités, à abandonner leurs lieux de résidence pour errer, grossir les rangs des mendiants dans les grandes villes et agglomérations. Nous avons suivi deux dames partageant la même infortune « Porter ou avoir la guigne » signifie avoir le mauvais œil, la malchance, le manque de chance, l'adversité, la malédiction, porter la poisse, le mauvais sort.



S.vient de Kampoosso, un village dans le cercle de Kimparana, sur la route de San. « Au village, il a été détecté que je porte la guigne. Pour cette raison, je ne pouvais pas vivre dans une famille, encore moins avoir un mari. Et malheureusement pour moi, dès que j'ai convolé en justes noces, mon mari, qui comptait parmi les plus riches du village, a tout perdu. J'étais la coupable toute désignée. Malgré que mon époux et moi nous nous entendions à merveille, sa famille l'a obligée à me répudier. C'est la raison qui m'a poussée à l'exil, à me retrouver à Bamako », explique encore A. Dembélé, les yeux remplis de larmes.

Dans son village, malgré que cette histoire date de quelques années, beaucoup s'en souviennent encore. « Elle ne vous a pas tout dit. Elle porte effectivement la guigne », commence le vieux chasseur O. Dembélé à qui nous avons été référées, et qui consent à nous entretenir après un interrogatoire serré. « En

fait, malgré que son premier époux avait été avisé, il s'est entêté à l'épouser. C'est chez lui que toute la contrée allait s'endetter. C'est à lui que tout le monde faisait recours pour passer des moments difficiles. Mais, en moins de trois mois, il a tout perdu. C'est en ce moment qu'il a compris et qu'il a consenti à se séparer d'avec A. S. Ce qu'elle ne vous a pas dit, c'est que, quand son premier mari l'a répudiée, il a recouvré sa richesse et ses avoirs. Il est vivant, il peut témoigner. Ce qu'elle ne vous a pas dit, c'est qu'un cultivateur du nom de Zana l'a épousée. Il était dans la force de l'âge, avait dans son grenier de quoi tenir des années. Mais, en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, il a tout perdu. En l'espace d'une saison des pluies, il est mort en quémandant sa pitance quotidienne. Son premier époux ne vit plus dans ce village, mais, si vous parvenez à trouver sa trace, il vous édifiera », dit le vieux Zana avant d'ajouter, « ne jouez pas avec la guigne. C'est une réalité ».

A quels signes peut-on reconnaître quelqu'un qui porte la guigne ? La question semble l'étonner et l'amuser en même temps. « Vous pouvez ne pas connaître. Il y a des signes connus de tout le monde. C'est pourquoi les parents font tout pour corriger certaines attitudes, marnières chez les jeunes filles. Mais, dans tous les cas, c'est connu des anciens, et vous devrez juste vous fier à ce qu'ils vous recommandent ».

Koumba Kamissoko habite à Bamako, Taliko. Elle est dans une maison inachevée. Elle est au service de toute la petite communauté, pour garder des enfants, veiller sur une porte dont les voisins sont partis à une cérémonie, parler entre voisins qui sont en brouille.

Dans le quartier, on ne lui connaît ni parents, ni occupations. Parce qu'elle est en bon terme avec tous les voisins, elle est la maman de tous les chefs de famille qui veillent à ce qu'elle ne manque de rien.

La foi dans la tradition

Koumba Kamissoko, cependant, traîne un lourd secret. Il se murmure dans les quartiers, mais personne n'en parle à haute voix. Finalement, prenant notre courage à deux mains, nous l'abordons. Et, après un moment d'hésitation, elle nous explique. « J'ai été mariée quatre fois. J'ai été veuve quatre fois. Mon premier mari n'a pas vécu plus d'un an après le mariage. A chaque fois, je perdais mes époux de façon mystérieuse et brutale. Personne ne me consolait, bien au contraire, je passais pour la responsable de ces disparitions. On m'a accusé de tout. Je n'étais plus la bienvenue dans ma famille paternelle, car, même mes parents ont dit qu'ils n'ont connu la félicité que seulement lorsque j'en suis partie. J'ai été mise à la rue, sans ressources, sans soutien, sans destination. Même à mes amies d'enfance, il a été défendu de m'approcher. C'est en désespoir de cause que je me suis retrouvée à Bamako. Grâce à de bonnes volontés, j'ai commencé à squatter des maisons en construction. Je fais tout pour ne pas m'installer à proximité de ressortissants de mon village. A deux reprises, il est arrivé qu'ils avertissent des voisins qui ont fini par se détourner de moi, plus par crainte que par conviction. En tout état de cause, me voilà contrainte pour toujours à l'exil, interdite de retourner dans mon terroir, juste pour des préjugés ».

« La guigne est une vérité et une réalité aussi bien dans la religion que dans la tradition. Cela concerne toutes les créatures mêmes les animaux », explique Boubacar Traoré, traditionaliste, habitant Molasso, un village près de Sikasso. C'est de là d'ailleurs que vient la vieille Koumba. Pour lui, même les animaux peuvent être porteurs de guigne, à commencer par le cheval. « Quand on achète un cheval, on regarde les signes. Ceci est extrêmement important car si tu attaches un cheval portant la guigne, non seulement ta fortune va finir, mais en plus c'est ta famille qui va se disloquer », explique le vieillard.

« C'est pourquoi quand un garçon veut se marier, on prend le temps et la peine de se rendre chez la fille pour les salutations. En réalité, c'est pour analyser les signes sur la fille. Ainsi, si vous coïncidez avec la fille en train de puiser de l'eau, il n'y a rien à faire si vous entrez dans ce mariage vous signez votre arrêt de mort ». « Quand le garçon de mon grand frère a voulu

se marier, on nous a montré la fille et les signes n'étant pas bons, on lui a dit qu'il ne pouvait pas l'épouser. Généralement nous les vieux, on ne dit pas clairement ce que l'on voit venir. Il s'est entêté. La première nuit des noces il est décédé », confie le vieux Traoré. Bien que les témoignages soutiennent les faits, ces réalités ne sont point en phase avec les articles de la déclaration universelle des droits de l'Homme qui stipulent que « chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation » (Art. 1er).

L'article 2 de la constitution de la République du Mali stipule que tous les Maliens naissent et demeurent libres et égaux en droits et en devoirs. « Toute discrimination fondée sur l'origine sociale, la couleur, la langue, la race, le sexe, la religion et l'opinion politique est prohibée », précise la Constitution.

Qu'en pensent l'Association malienne des Droits de l'Homme (AMDH) et la Commission nationale des Droits de l'Homme (CNDH) ? Les deux associations ont éludé la question en nous alléguant « le manque de temps », pour nous répondre.

Déterminisme ?

Pour Doumy Fakoly, « ni musulman, ni chrétien, ni juif, juste attaché à nos traditions » ; « pourquoi Dieu va permettre à quelqu'un d'avoir tout ce qu'il veut dans la vie, et à un autre d'être mendiant ? Chez nous les traditionalistes, le destin n'existe pas, la malchance n'existe pas. Il y a toujours une raison qui fait que quelque chose vous arrive dans la vie. Il n'y a pas de raison que Dieu fasse une vie pleine de misères à certains et une vie remplie de bonheur pour d'autres ».

Dans la bible la guigne équivaut à la malchance, au malheur », selon l'abbé Alexis Dembélé, prêtre et sociologue. « Le malheur c'est la calamité, l'adversité, la misère, la peine ». Dans le livre de Job, l'homme à qui Dieu a tout donné, puis tout repris pour tester sa fidélité, il est écrit « honte aux malheurs ».

D'après El Khalil Mohamed, sociologue « la guigne ou malchance, traditionnellement ça existe. Par exemple, il y a des oiseaux qu'il ne

faut pas tuer. En Afrique, ça existe et nous pourrions dire qu'en islam, la chance existe ». L'aspect mis en avant par le sociologue El Khalil, c'est qu'il ne faut pas voir cette question de guigne sous l'angle uniquement malheureux. En réalité, de la même façon que l'on parle de malheur, on parle de chance ou porte-bonheur. Il y a des femmes qui portent des signes montrant qu'elles sont des femmes de chance ou porte-bonheur.

Dans un hadith qui traite de la conception de l'être humain le prophète (saws) dit : « L'Ange se présente à la semence après quarante ou quarante-cinq nuits – après sa fixation dans l'utérus- en disant : « Seigneur Dieu ! Heureux ou malheureux ». Ils sont alors inscrits. Puis, il dit : « Seigneur Dieu ! Mâle ou femelle ». Ils sont alors inscrits, ainsi son action, ses traces, son délai de vie et sa subsistance. Puis, les registres sont pliés, rien ne peut être alors rajouté ou enlevé (rapporté par Mouslim).

Si nous supposons que : Heureux veut dire qui a des bénédictions et qui a ce qu'il désire selon la volonté de Dieu, cela suppose qu'il a de la chance! La chance étant évoquée pour faire allusion aux bienfaits, aux bénédictions et les faveurs de Dieu, nous pouvons conclure sans nous tromper qu'elle existe.

Le débat est loin d'être tranché. Dans l'opinion malienne, la croyance au « téré » est largement partagée. Cependant, il y a beaucoup de discriminations, car, pour beaucoup, les porteurs de « téré » sont uniquement des femmes et des enfants.

Malgré des débats, malgré des cas concrets, beaucoup de personnes au Mali, souffrent encore de ces préjugés qui les condamnent à l'exil, au malheur. Ils sont jugés, condamnés, sans jamais de preuves ou de faits, mais, simplement sur la base de faisceaux de présomptions.

La guigne n'est pas une science. Elle n'est ni vérifiée ni vérifiable. Elle puise sa source dans les tréfonds des cultures, des pratiques et de considérations empiriques. Les Koumba, A. S., sont nombreuses à Bamako, souvent, avec des enfants nés déshérités avant d'avoir posé le moindre geste. Pire qu'un péché originel. Ils sont nombreux nos villages dans lesquels des personnes ayant besoin de compassion subissent la double peine.

Aminata Agaly Yattara
Source : Mali Tribune

Avec la chute des marchés : Les actionnaires minoritaires ne font plus de cadeaux

(BFM Bourse) - FedEx, HSBC ou TotalEnergies... Avec la chute des marchés, les entreprises n'ont jamais été autant sous la pression des actionnaires minoritaires. Plus d'une centaine de campagnes ont été lancées sur le semestre écoulé, un niveau record depuis 2018, selon une récente étude de la banque Lazard.

Les actionnaires minoritaires ont continué de mettre la pression sur un nombre plus grand d'entreprises, portant l'activisme actionnarial au plus haut sur un semestre depuis 2018, selon un rapport de la banque Lazard. Avec 126 campagnes lancées au cours des six premiers mois de l'année, les investisseurs ne s'étaient pas montrés aussi actifs depuis 2018, portés notamment par un premier trimestre record. Entre 2018 et 2021, le nombre de campagnes menées n'avait cessé de baisser. L'activisme actionnarial, une pratique qui consiste pour un actionnaire minoritaire à tenter d'influencer sur la gouvernance ou la stratégie de l'entreprise, "est devenu plus large, plus divers avec beaucoup plus d'investisseurs qui font entendre leur voix", observe auprès de l'AFP Rich Thomas, respon-

sable de l'activité conseil aux actionnaires pour l'Europe de Lazard.

Des investisseurs "moins patients" Preuve de cette diversité, les cinq plus gros activistes ne représentent plus que 10% du total des actions en Europe sur ce semestre, contre près d'un quart les années auparavant. M. Thomas note également un rapprochement entre activistes et organisations non-gouvernementales dans certaines batailles. Des dizaines de petits investisseurs ont ainsi tenté de peser sur la politique climatique du géant français du pétrole TotalEnergies via des résolutions à l'Assemblée générale en mai, et ont été rejoints dans leur combat par des militants écologistes venus perturber cette assemblée. Les ONG peuvent aussi soutenir les campagnes menées par des actionnaires, afin de



les aider à gagner en visibilité. Récemment, les grandes entreprises ont été chahutées de l'intérieur, de l'assaut d'Elon Musk sur le réseau social Twitter après une première prise de participation, aux débats sur la stratégie du livreur américain FedEx ou de la banque britannique HSBC. La chute des marchés depuis le début de l'année a encore encouragé des activistes qui demandaient la vente ou le retrait de la cote de l'entreprise dans laquelle ils détiennent des actions. Les investisseurs "sont moins patients" qu'auparavant, relève Rich Thomas. Beaucoup n'hésitent pas : "si le marché ne reconnaît pas l'entreprise à sa juste valeur, il vaut mieux la sortir de la Bourse" en se faisant racheter par un acteur du capital-investissement estiment-ils par exemple, selon Rich Thomas.

Source : Tradingsat.com avec AFP)

Guinée Conakry : Bernard Goumou réagit à sa nomination comme Premier ministre par intérim

Nommé Premier ministre par intérim ce samedi 16 juillet par le chef de la junte, Dr Bernard Goumou vient de réagir à cette nomination sur son compte Facebook. Nous vous livrons in extenso le contenu de ce post.

« Mes Chers Concitoyens,

Je viens à travers ce post vous annoncer officiellement de ma nomination au poste de Premier Ministre aux fins d'assurer l'intérim de son Excellence Monsieur Mohamed Béavogui, absent pour des raisons personnelles.

Je voudrais tout d'abord dire merci à son Excellence Monsieur Mamady Doumbouya qui a bien voulu porter son choix sur ma personne pour assurer cette grande mission.

De toute évidence, assurer l'intérim d'un homme de la trempe de son Excellence Monsieur Mohamed Béavogui se trouve être une tâche ardue, eu égard à la grandeur de l'homme, à son charisme et à la manière dont il conduit les rênes de la primature depuis sa nomination.

C'est la raison pour laquelle j'en appelle à tous



afin que cette mission qui est la nôtre soit menée dans l'intérêt supérieur de la nation guinéenne jusqu'au retour de son Excellence Monsieur Mohamed Béavogui.

Source : GuinéeNews

École publique de Badalabougou 2^e Cycle : Yara Oil offre des infrastructures sportives et d'adduction d'eau

Yara Oil en partenariat avec la fondation Bill a offert des infrastructures sportives et d'adduction d'eau, l'électrification ainsi que des kits scolaires à l'école publique Mamadou Guindo SIMAGA (MGS), 2^e cycle de Badalabougou. La cérémonie de remise officielle de ces ouvrages a eu lieu le samedi 16 juillet 2022, dans la cour dudit établissement.



Cette cérémonie était présidée par le représentant du ministre de l'Éducation nationale, Abdoulaye OUATTARA ; qui avait à ses côtés, Kany Toure, directrice commerciale de Yara Oil le président de l'Association de lutte contre la pauvreté et pour la protection de l'environnement (ALCPPE), Moussa TRAORÉ et des membres du comité de gestion de l'école.

Prononçant son discours, la présidente du comité de gestion scolaire de l'établissement, Mamadou Guindo SIMAGA (MGS), 2^e cycle, Mme Coulibaly Saran COULIBALY, a déclaré que ces infrastructures sportives et d'adduction d'eau ont été financées par et réalisées par Yara Oil et la fondation Bill.

Ainsi, elle a saisi l'occasion pour rappeler que l'école publique de Badalabougou, Mamadou Guindo SIMAGA (MGS) a été créée en 1955 et

ne comptait alors que 3 classes. En effet, elle a fait savoir que grâce à l'impli-

cation de la population et le concours de bonnes volontés, cet établissement compte



plus d'une trentaine de salles de classe de nos jours.

Cependant, elle a précisé que parmi ces trente salles de classes 14 sont fermées en raison de leur mauvais état qui menace la sécurité et la santé des populations.

Elle a saisi l'occasion pour inviter les personnes de bonnes volontés à s'impliquer pour la réhabilitation de ces salles de classes afin de donner plus de chance à Badalabougou d'avoir un lycée et centre de formation professionnelle.

« Ces actions, permettront d'alléger les charges des familles pauvres dont l'accès aux écoles pose des problèmes liés à la distance et à la cherté de la vie », a-t-elle dit.

Selon elle, la réalisation d'un tel ouvrage pour l'école, une première dans l'histoire de Badalabougou, est l'œuvre d'un jeune entrepreneur qui a tenu à voler au secours des écoles de son quartier d'origine.

« Investir dans son quartier et dans ses infrastructures de développement, c'est comme assurer l'autosuffisance alimentaire et le bien-être à ton prochain, comme le recommande notre Saint Coran », a indiqué Saran COULIBALY.

Pour sa part, la directrice commerciale de Yara Oil Kany Toure a fait savoir que le DG de Yara Oil, Mamadou YARA, a fait son enfance à Badalabougou.

C'est pourquoi, dit-elle, il a décidé de voler au secours de l'école qui l'a vu grandir.

A ses dires, les besoins de cette école sont énormes, mais elle a tenu à préciser que pour l'instant, Yara Oil, à travers son DG, a décidé de réaliser une adduction d'eau, deux terrains de sport (Basket et Maracana), l'électrification de l'école à par l'énergie solaire, ainsi que la donation de kits scolaires.

« Les écoles publiques méritent de retenir l'attention de tout le monde, malgré la prolifération des écoles privées. J'invite les bénéficiaires à prendre soin de cette donation », a-t-elle souhaité.

A son tour, Moussa TRAORE Bill a précisé qu'après les communes I, II, et III, la société Yara Oil et sa Fondation continuent de faire œuvre utile au profit des communautés défavorisées à travers la présente donation. Il ressort de son propos que toutes ces réalisations ont coûté plus de 20 millions de F CFA. Selon lui, l'ambition de la société et ses partenaires

est d'élargir ses œuvres sociales à l'ensemble du Mali.

Moussa TRAORE Bill a invité les bénéficiaires à faire bon usage de ces infrastructures.

Allant dans le même sens Abdramane Amadou MAIGA, directeur du centre d'animation pédagogique (D-CAP) de Torokorobougou, salué le donateur pour ce geste qu'il juge extraordinaire. « **Le Mali foisonne d'entreprises et de grandes unités de production, mais**

que très peu sont prêtes à accompagner l'éducation comme le fait Yara Oil. Je félicite Yara Oil qui vient d'enlever une épine dans les pieds des autorités scolaires. J'invite les autres opérateurs ainsi que les autres bonnes volontés de la commune à emboîter le pas au donateur », a-t-il avancé.

■ Maffenin Diarra

Top 10 des footballeurs les mieux payés : Messi est 2e avec 1 113 000 euros par semaine, Salah 4e

Mohamed Salah a prolongé son contrat avec Liverpool, avec à la clef un salaire hebdomadaire qui lui permet de faire partie du Top 5 des footballeurs les mieux payés de la planète. Kylian Mbappé a profité du mercato à son tour pour s'offrir le plus gros salaire hebdomadaire gagné par un joueur de football.

Voici le top 10 des footballeurs les mieux payés :

10. Robert Lewandowski (Bayern Munich) 406 000 euros par semaine
9. Antoine Griezmann (Atlético Madrid) 413 000 euros par semaine
8. David de Gea (Manchester United) 435 000 euros par semaine
7. Erling Haaland (Manchester City) 435 000 euros par semaine
6. Kevin De Bruyne (Manchester City) 446 000 euros par semaine
5. Cristiano Ronaldo (Manchester United) 446 000 euros par semaine
4. Mohamed Salah (Liverpool) 464 000 euros par semaine
3. Neymar (PSG) 703 000 euros par semaine
2. Lionel Messi (PSG) 1 113 000 euros par semaine
1. Kylian Mbappé (PSG). 1 160 000 euros par semaine

Source : Afrikmag





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous ne serez plus sous pression comme vous l'aurez été. Enfin libéré d'un certain nombre de contraintes, vous pourrez progresser comme vous l'entendrez sans avoir quelqu'un en permanence sur votre dos pour vérifier la qualité de votre travail.

Vous reverrez votre échelle de valeurs. Plus terre-à-terre, Uranus en Taureau vous invitera à repenser votre rapport à l'argent. Sans vous détacher du matériel, vous y accorderez moins d'importance. Vous envisagerez votre avenir financier sereinement.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Au contact de Pluton et de Saturne, votre volonté comme votre ambition seront renforcées. Vos projets avanceront et si vous faites des propositions, elles seront accueillies favorablement. Vous pourriez aussi accéder à un poste beaucoup plus valorisant.

Vous passerez à la vitesse supérieure en cumulant des bénéfices. Votre projet lancé sur la pointe des pieds connaîtra un succès inespéré, avec un enjeu financier important à la clef. Tablez aussi sur un placement judicieux dont vous tirerez profit.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle tâche démarre. Elle est vécue avec facilité. Un collègue peut vous assister et vous aider à avancer. L'arrivée de la complicité vous apporte un encouragement. La journée apporte une satisfaction à travailler. Vous sentez une reconnaissance.

Le climat reste aux dépenses. Elles ont un lien avec une sortie. Pour séduire, vous pouvez faire du shopping. L'inquiétude liée aux finances disparaît. Vous vivez avec sérénité votre relation à l'argent en payant les factures et en vous faisant aussi plaisir.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les fortes dissonances de Jupiter pourront provoquer une baisse d'activité, engendrer une période de chômage, ou une mise en cause de la qualité de votre travail... Dans tous les cas, vous devrez garder votre sang-froid et défendre votre bifteck !

À cause d'un avis à tiers détenteur, d'une saisie administrative, ou d'un courrier en provenance d'un huissier, vous ne disposerez pas de la totalité de vos biens ou de vos revenus, un peu comme si tout était bloqué ou en attente !



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez les moyens de sortir d'une impasse. Une tendance jouera en votre faveur montrant une aide qui vous sera salutaire. Il sera dans votre intérêt, sans trop forcer, de créer des contacts, de solliciter des entretiens pour trouver un arrangement.

Grâce à l'expertise généreuse de vos planètes, vos rentes d'argent seront stables, ce qui devrait vous permettre de faire tourner votre budget sans difficultés. Quant à Mars, il vous conseillera sur des placements à privilégier. Faites-lui confiance.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aurez du pain sur la planche. Votre activité tournera au ralenti et il vous faudra trouver une solution pour accélérer la cadence. S'il y a des contraintes, vous parviendrez à tirer votre épingle du jeu et évoluer en fonction des événements.

Vous serez pressé et impatient d'obtenir rapidement des euros, des résultats financiers intéressants. À part si vous travaillez à votre compte, auquel cas, vous aurez des idées pour augmenter vos ventes, mais ne récolterez pas tout de suite de l'argent.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une nouvelle affaire pourrait vous être proposée. Elle peut avoir un lien avec un poste commercial. Du changement arrive et il vous apporte une satisfaction longtemps attendue. Vous démarrez une nouvelle orientation. Elle fait appel à vos compétences.

Vos finances sont rassurantes suite à une bonne nouvelle professionnelle. Des moments de sérénité vous accompagnent. Malgré les dépenses, vous continuez de rester optimiste à propos de l'argent. Continuez de gérer la trésorerie avec prudence et tout ira bien.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les avantages liés à votre activité professionnelle seront nombreux. Ils donneront à votre carrière une meilleure assise. Vous minimiserez les problèmes et les difficultés que vous rencontrerez en chemin. Le rythme de cette journée sera assez soutenu...

Des personnages de votre entourage professionnel ou privé multiplieront les conseils à votre égard... Mise le paquet sur ce cheval, achetez ces actions ou placez une partie de vos économies en bourse... Aujourd'hui, vous ne suivrez aucune de ces recommandations !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Dopé par la puissance de Jupiter dans votre signe, vous tâcherez de vous placer en avant afin que l'on remarque vos talents. Ce qui sera retenu par certains sera votre faculté à vous mettre sur le devant de la scène, sans tenir compte de vos collaborateurs.

Vous retrouverez votre flair pour dégoter de bonnes affaires. Vous serez aussi très réactif pour qu'elles ne vous passent pas sous le nez. Vous passerez du temps pour suivre le déroulement de toutes ces opérations, et il vous rapportera de l'argent.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre journée s'annoncera laborieuse, avec la nécessité de vous concentrer sur nombre d'aspects techniques et beaucoup de détails. Mais le jeu en vaudra la chandelle, puisque vous y gagnerez en crédit auprès de personnes influentes dans votre activité.

Avec Saturne, vous devrez appliquer un plan de rigueur. Les consignes seront claires et vous devrez ajuster vos dépenses à vos revenus, examiner de près toutes vos factures et si vous vivez en famille, demander à chacun de respecter les limites du budget.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous travaillez bien et recevez enfin la récompense. Les rapports avec la hiérarchie sont bons. La journée est favorable à négocier un contrat. Évoquez les revenus avec un de vos chefs. Proposez vos prétentions, on vous écoute. Mais la réponse sera longue.

Les dépenses continuent d'être importantes. Elles couvrent surtout les charges. Vous calculez au plus près les frais actuels. Des dépenses sont peu élevées, mais elles sont nombreuses. Une meilleure gestion est recommandée. Elle vous évitera un déséquilibre.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez avec votre partenaire, vous ne pourrez pas vous empêcher aujourd'hui de vous prendre la tête sur votre lieu de travail. Cela aura un effet déplorable sur vos collègues et sur les clients. Votre attitude sera peu commerciale...

En ce milieu de mois, vos finances commenceront à faire la grimace. En regardant votre liste de courses et en faisant vos comptes, vous vous apercevrez que vous ne pourrez pas tout acheter. Du coup, par dépit, mais aussi par colère, vous resterez chez vous.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23